

ALGÉRIE-QATAR

Le Président Tebboune s'entretient avec l'Emir de l'Etat du Qatar au cabinet princier à Doha

P. 24

ALGÉRIE-EGYPTE

Le Conseil de la nation participe aux travaux de la 4^e conférence du Parlement arabe au Caire

P. 4

ALGÉRIE-IRAN

La coopération bilatérale au centre d'une rencontre à l'APN

P. 4

VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE AU QATAR

Signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays



L'Algérie et le Qatar ont signé, hier à Doha, plusieurs mémorandums d'entente et accords de coopération dans le cadre de la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, Abdelmadjid Tebboune au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. La cérémonie de signature des accords s'est déroulée au Palais princier Qatari, sous la supervision du Président Tebboune et l'Emir de l'Etat du Qatar.

P. 24

INTÉRIEUR

Beldjoud : «Affectation des postes vacants aux bénéficiaires du DAIP et du PID»

P. 3

FINANCES

La DGI explique les dispositions relatives à l'impôt sur les revenus fonciers

P. 6

MÉDICAMENT

L'application des Bonnes pratiques de fabrication permettra une meilleure "exportabilité"

P. 6

SANTÉ

PILES BOUTONS, PERLES D'EAU, SLIME

Attention aux risques pour les enfants

Pp 12-13

F  **OOTBALL**

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (2^E)

Le CRB et l'ESS ratent le coche

P. 21



SALON DES CONSTRUCTIONS MODERNES À CONSTANTINE

45 exposants présentent des solutions intelligentes

P. 17

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Identification des sept terroristes éliminés samedi dans la wilaya de Skikda

P. 3

IMPÔTS

Le délai de dépôt des déclarations reporté à avril pour les contribuables ne relevant plus de l'IFU



Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé dimanche la Direction générale des Impôts (DGI) dans un communiqué.

«Afin de permettre à cette catégorie de contribuables d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, il a été décidé, à titre exceptionnel, de différer la souscription du bordereau avis de versement des droits au comptant (Déclaration série G n 50) au titre des mois de janvier, de février et de mars 2022 et le paiement des droits y relatifs, au mois d'avril 2022 (au plus tard le 20), soit la souscription d'une seule déclaration au titre du premier trimestre 2022», est-il indiqué dans le communiqué.

La DGI souligne également que les dossiers fiscaux des contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU feront l'objet d'un transfert vers les services gestionnaires dont ils relèveront désormais.

TRANSPORT FERROVIAIRE Perturbation du trafic dans la banlieue d'Alger



Le trafic ferroviaire dans la banlieue algéroise connaîtra ce dimanche des perturbations, a annoncé dans un communiqué la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF).

«La Société nationale des transports ferroviaires a le regret d'informer son aimable clientèle que les trains de banlieue en partance d'Alger vers El Affroun, Thénia et Zeralda (aller et retour), connaîtront des perturbations dans leur marche, durant la journée de ce dimanche 20 février 2022», est-il indiqué dans le communiqué publié sur la page Facebook officiel de la SNTF.

MONDE ARABE - PARLEMENT M. Boughali s'entretient au Caire avec son homologue libyen



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali s'est entretenu avec le président de la Chambre des représentants de Libye, Aguila Salah, des derniers développements de la situation en Libye, et ce en marge des travaux de la 4ème Conférence du Parlement arabe tenue au Caire, a indiqué, samedi, un communiqué de l'APN.

La rencontre «a constitué une occasion pour les deux parties d'examiner les voies et moyens de promouvoir la coopération bilatérale et de passer en revue les derniers développements de la situation en Libye», précise la même source.

Le président de l'APN a réitéré à son homologue libyen «l'engagement de l'Algérie à accompagner la Libye en vue d'une sortie de crise sur la base d'une approche fondée sur le dialogue et la réconciliation nationale», ajoute le communiqué.

Election de l'Algérie membre du Comité Exécutif de l'Association des Secrétaires Généraux des Parlements Arabes



Le secrétaire général de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khennouf Azeddine, a été élu membre du comité exécutif de l'Association des secrétaires généraux des parlements arabes, a indiqué samedi un communiqué de l'APN.

L'élection du Secrétaire général de l'APN au Comité exécutif de l'Association des secrétaires généraux des parlements arabes a eu lieu lors d'une réunion tenue, vendredi, au Caire, a précisé la même source.

Créée en 1995, l'Association des secrétaires généraux des parlements arabes qui est une institution de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), compte parmi ses membres tous les secrétaires généraux des parlements arabes, a souligné la même source.

DÉCÈS

Le réalisateur Djamel Bendeddouche n'est plus



Le cinéaste Djamel Bendeddouche, réalisateur du film «Arezki, l'insoumis», est décédé dans la nuit de samedi à dimanche, à Alger, à l'âge de 80 ans, a-t-on appris auprès du Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel.

Djamel Bendeddouche a débuté sa carrière dans le théâtre radiophonique avant de rejoindre le télévision nationale au lendemain du recouvrement de l'indépendance.

Il a réalisé de nombreux documentaires et courts métrage pour le compte de la télévision publique, dont «Le conflit», «Laboratoire» et «L'oiseau blanc» avant de rejoindre l'entreprise nationale de production audiovisuelle (Enpa) où il produit de nombreuses œuvres pédagogiques.

Djamel Bendeddouche, qui avait poussé sa formation en France et mettait un point d'honneur à former les nouvelles générations, avait fondé une entreprise de production audiovisuelle et avait signé son œuvre majeure «Arezki l'indigène» en 2007.

Djamel Bendeddouche sera inhumé dimanche après la prière d'el âsar au cimetière de Oued Erromane à Alger.

TIZI-OUZOU 1.200 ruches distribuées aux apiculteurs sinistrés des incendies



Pas moins de 1.200 ruches vides ont été distribuées dimanche à Tizi-Ouzou au profit des apiculteurs sinistrés des incendies ayant touché la wilaya l'été dernier, a-t-on appris samedi auprès de la direction des services agricoles (DSA). L'opération qui a été lancée à partir de la coopérative polyvalente agricole de Taboukirt, dans la commune de Tizi Rached, a concerné les apiculteurs des subdivisions de Béni-Douala et Mekla et touchera l'ensemble des subdivisions de la wilaya.

«Nous avons procédé aujourd'hui à la distribution de 1.200 ruches vides sur un programme qui compte 11.751 ruches pour permettre aux apiculteurs de préparer l'essaimage», a souligné Ali Khefache, responsable au niveau de la DSA.

Une autre opération de distribution de 26.765 ruches pleines sera, aussi, lancée à partir du mois de mai prochain, a ajouté M. Khefache qui a indiqué que le nombre d'apiculteurs sinistrés recensés au niveau de la wilaya est de 3.265.

ILLIZI - INSERTION PROFESSIONNELLE Titularisation de plus de 970 jeunes

Pas moins de 974 jeunes recrutés dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) dans la wilaya d'Illizi ont été titularisés dans leur poste d'emploi, depuis le lancement de l'opération en 2019, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'emploi (DE).

Effectuée en trois phases, l'opération a donné lieu d'abord à la titularisation de 141 jeunes jouissant d'une expérience professionnelle de huit (8) ans dans leur poste, puis de 178 autres contractuels présentant une

durée de trois (3) à huit (8) ans d'expérience, alors que la 3ème phase a permis la titularisation de 655 jeunes ayant moins de trois (3) ans d'expérience, a détaillé à l'APS le directeur de l'Emploi, Khaled Oulmi.

L'opération de titularisation, qui a atteint un taux de 80%, sera poursuivie cette année (2022) avec la titularisation des 242 jeunes diplômés restants, au niveau des services et administrations publiques selon leurs titres et spécialités d'études, selon la même source.



INTÉRIEUR

Beldjoud : «Affectation des postes vacants aux bénéficiaires du DAIP et du PID»

Le secteur de l'Intérieur veille à affecter les postes vacants aux bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et d'insertion sociale (PID), a affirmé dimanche à Alger le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud.

Présentant les principaux axes relatifs à la mise en œuvre des affectations consacrées à son secteur au titre de l'exercice 2019, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a expliqué que le secteur s'attachait à "l'exploitation des postes vacants en fonction des besoins réels de ses services en application de la politique du Gouvernement en la matière notamment en ce qui concerne l'affectation des postes vacants aux bénéficiaires du DAIP et du PID.

Il a également insisté sur l'élaboration rigoureuse et précise des prévisions financières tout en définissant les affectations financières dans la limite des besoins réels fixés a priori, en vue de garantir la crédibilité des prévisions et d'éviter, ainsi, de réserver des affectations sans les consommateurs notamment en cette conjoncture, marquée par la baisse des ressources financières qui implique la rationalisation des dépenses".

A ce propos, M. Beldjoud a fait savoir que le budget équipement de 2019 s'inscrivait dans la continuité des programmes d'investissement engagés pour parachever les projets de développement tracés auparavant, relatifs notamment à la modernisation de l'administration pour la promotion du Service public. Ce

budget a été affecté à "l'organisation de l'aménagement du territoire, la garantie de l'ordre et de la sécurité publiques et le renforcement de la protection civile et la prévention contre les risques". Le budget d'équipement du programme sectoriel centralisé "a été marqué par la poursuite de la réalisation du projet de permis de conduire biométrique et électronique à points en vue de le généraliser sur le territoire national, ainsi que le lancement de la réalisation de 145 infrastructures au profit de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) et 29 autres pour la Direction générale de la Protection civile (DGPC), en sus de la réception de plusieurs

infrastructures au profit des deux directions". Concernant l'aménagement et l'attractivité du territoire, M. Beldjoud a indiqué qu'une étude se rapportant à l'aménagement et à un développement de la zone frontalière "Grand Sud Est" a été réceptionnée parmi neuf autres liées à ces zones.

Il s'agit de la réception en 2020 de trois études sur les zones frontalières à savoir "Sud Est", "Sud Ouest" et "Grand Sud", tandis que les cinq (5) autres restantes sont en "phase d'octroi", se rapportant aux zones frontalières suivantes: "Tell Est", "Tell Ouest", "Hauts Plateaux Est", "Haut Plateaux Ouest" et "Côte Ouest".



Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé la prolongation de la période d'inscription pour les modes de formation par apprentissage et à distance, jusqu'au jeudi 24 février.

"Compte tenu des perturbations qu'ont connu certains établissements de formation, notamment la suspension des activités de formation en raison de la hausse des cas de contamination au Covid-19, et vu la difficulté des candidats à la formation pour accéder à la plateforme numérique +Mihnati+ mise en place pour faciliter l'inscription, il a été décidé de prolonger la période d'inscription jusqu'au jeudi 24 février 2022", a indiqué le ministère dans une correspondance adressée aux directeurs de wilaya de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Cette décision concerne "les modes de formation par apprentissage et à distance ainsi que les autres dispositifs de formation, notamment les passerelles, les cours du soir, les établissements privés et la catégorie des personnes handicapées, à l'exception de la formation en présentiel qui connaîtra dimanche 20 et lundi 21 février l'organisation de tests de sélection et d'orientation, a ajouté le ministère.

Selon la même source, 183.623 candidats au total sont inscrits à ce jour (dimanche).

Pour rappel, le ministère a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour assurer le succès de la prochaine rentrée professionnelle, prévue dimanche 27 février, a conclu le communiqué.

CNDH

L'assemblée générale élit les membres de son bureau permanent

L'Assemblée générale (AG) du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a tenu dimanche à Alger sa première session durant laquelle il est procédé à l'élection des six membres de son bureau permanent (Commissions permanentes).

Dans une déclaration à l'APS, le président du CNDH, Abdelmadjid Zaâlani a indiqué que cette session, première du genre, avait été consacrée à la mise en place des structures principales (membres du bureau et ses six commissions permanentes), qui permettront à cette instance de "relancer" le processus de promotion et de protection des droits de l'Homme en Algérie.

L'élection des membres du bureau "nous permettra de mettre au point une stratégie d'action visant à permettre à notre conseil d'intervenir immédiatement, et à tout moment, en cas de violation des droits de l'Homme", a-t-il précisé, ajoutant que le CNDH "s'emploie pour la mise en œuvre des dispositions de la

Constitution de 2020 sur le terrain, qui a prévu d'importants acquis dans le domaine des droits de l'Homme". A cet égard, souligne M. Zaâlani, "nous ne nous contentons pas uniquement d'examiner les droits civils et politiques et les questions pénitentiaires, mais de mettre également la lumière sur les zones d'ombre, afin de réduire la pauvreté dans la société, à travers l'élargissement des champs des droits de l'Homme selon la nouvelle vision prévue par la nouvelle Constitution et la Charte des Nations Unies en la matière". Le responsable a souligné que "les membres de l'Assemblée générale doivent adopter une nouvelle vision dynamique, reflétant la réalité, basée essentiellement sur la présentation de bilans périodiques des actions accomplies". Le CNDH avait tenu le 20 janvier dernier une réunion préparatoire à la 1^{re} Assemblée générale ordinaire portant essentiellement sur le débat des questions organiques, notamment celle liée à la

renonciation des membres à l'exercice de toute fonction en dehors de leurs missions au sein du Conseil. Le CNDH est une instance constitutionnelle consultative placée auprès du président de la République, chargée des missions de surveillance, d'alerte précoce et d'évaluation, voire de sensibilisation en matière des droits de l'Homme.

Le président du CNDH est élu parmi ses 38 membres nommés par décret présidentiel, pour un mandat de 4 ans.

Le président de la République avait signé le 29 décembre 2021 en vertu des dispositions de l'article 211 de la Constitution, un décret présidentiel portant composante des membres du CNDH, et donné des instructions à l'effet de son installation au titre d'une démarche globale visant "à doter l'Algérie d'institutions fortes et pérennes à même de consacrer l'Etat de droit". Abdelmadjid Zaâlani a été élu à la majorité président du CNDH, en remplacement de Bouzid Lazhari.

CONSEIL DE LA NATION

Validation, jeudi prochain, de la qualité de membre des nouveaux sénateurs élus et désignés

Le Conseil de la nation tiendra, jeudi, sa première plénière de la neuvième législature (2022-2024), consacrée à la validation de la qualité de membre des nouveaux sénateurs élus et désignés, a indiqué, dimanche, un communiqué du Conseil de la nation.

Cette séance "sera consacrée à la validation de la qualité de membre des nouveaux sénateurs élus et désignés dans

le cadre du renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, en application des dispositions des articles 133 et 134 de la Constitution et 02 et 05 du Règlement intérieur du Conseil de la nation". Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait désigné, mi-février en cours, les membres du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel pour un

mandat de 6 ans, en application des dispositions des articles 121 alinéa 3, 122 alinéa 2 et 3 de la Constitution.

Après l'élection des nouveaux membres et proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle, le parti Front de libération nationale (FLN) a obtenu le plus grand nombre des sièges (25), suivi des Indépendants (14) et du parti Rassemblement na-

tional démocratique (RND) (11). Le Front El Moustakbal et le Mouvement El Bina El Watani ont obtenu chacun 5 sièges, suivis du Front des forces socialistes (FFS), d'El Fadjr El Djaidid et du parti Sawt Echaab avec deux sièges chacun. Le parti Tadjamaoua Amal Djaïr (TAJ) et le Mouvement de la société pour la paix (MSP) ont remporté chacun un (01) siège.

APN

La Commission des affaires juridiques examine les dispositions de quatre projets de loi

La Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion consacrée à l'examen des dispositions de quatre projets de lois.

"La Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés a poursuivi, dimanche 20 février 2022, ses travaux sous la présidence de M. Mohamed Aziz, président de la commission",

a indiqué un communiqué de l'APN. Cette réunion a été consacrée au lancement de l'examen des dispositions de quatre projets de lois.

Il s'agit du projet de loi relatif aux modalités d'élection des membres du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), du projet de loi relatif au découpage judiciaire, du projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance 75-59 portant Code du commerce et du projet de loi fixant

l'organisation, la composition, le fonctionnement de la haute instance de transparence, de lutte et de prévention de la corruption.

"La Commission poursuivra l'examen des dispositions de ces textes jusqu'au mardi 22 février 2022, les journées de mercredi et du jeudi 23 et 24 février devant être consacrées à l'élaboration des rapports préliminaires sur les quatre projets de lois", conclut le communiqué.

FORMATION PROFESSIONNELLE

La période d'inscription aux modes de formation par apprentissage et à distance prolongée jusqu'au 24 février

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé la prolongation de la période d'inscription pour les modes de formation par apprentissage et à distance, jusqu'au jeudi 24 février.

"Compte tenu des perturbations qu'ont connu certains établissements de formation, notamment la suspension des activités de formation en raison de la hausse des cas de contamination au Covid-19, et vu la difficulté des candidats à la formation pour accéder à la plateforme numérique +Mihnati+ mise en place pour faciliter l'inscription, il a été décidé de prolonger la période d'inscription jusqu'au jeudi 24 février 2022", a indiqué le ministère dans une correspondance adressée aux directeurs de wilaya de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Cette décision concerne "les modes de formation par apprentissage et à distance ainsi que les autres dispositifs de formation, notamment les passerelles, les cours du soir, les établissements privés et la catégorie des personnes handicapées, à l'exception de la formation en présentiel qui connaîtra dimanche 20 et lundi 21 février l'organisation de tests de sélection et d'orientation, a ajouté le ministère.

Selon la même source, 183.623 candidats au total sont inscrits à ce jour (dimanche).

Pour rappel, le ministère a mobilisé tous les moyens matériels et humains pour assurer le succès de la prochaine rentrée professionnelle, prévue dimanche 27 février, a conclu le communiqué.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Identification des 7 terroristes éliminés samedi dans la wilaya de Skikda

Les sept terroristes éliminés samedi dans la forêt d'Oued Edouar, près de la commune de Beni Zid, dans la wilaya de Skikda, ont été identifiés, indique, dimanche, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Suite à l'opération de recherche et de rattrapage toujours en cours dans la forêt d'Oued Edouar, près de la commune de Beni Zid, daïra de Collo, wilaya de Skikda, en 5^{ème} Région militaire, qui s'est soldée, hier samedi 19 février 2022, par l'élimination de sept (07) terroristes et la récupération de six (06) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un (01) fusil à lunette, des quantités considérables de munitions, des moyens de communication ainsi que des vêtements, des médicaments et d'autres effets, l'opération d'identification a permis de déterminer l'identité des sept terroristes abattus», précise la même source.

«Il s'agit en l'occurrence de:

- Far Rachid, dit +Abdelhay+, qui avait rallié les groupes terroristes en 1994.
- Ferkous Abdelkrim, dit +Nouh+, qui avait rallié les groupes terroristes en 1994.
- Dib Ilyes, dit +Abou Ismail+, qui avait rallié les groupes terroristes en 1995.
- Bouyessri Kamel, dit +Ibrahim El-Kaïda+, qui avait rallié les groupes terroristes en 1996.
- Ghodhbane Abdelkrim, dit +Abass El Khroubi+, qui avait rallié les groupes terroristes en 2002.
- Youssif Khaled, dit +El Gaâga+, qui avait rallié les groupes terroristes en 2008.
- Sekkat Azzedine, dit +Djaber El Merouki+, qui avait rallié les groupes terroristes en 2009», ajoute le communiqué.

DU 23 AU 26 FÉVRIER La 16^e édition du Salon international de la pharmacie à Alger

La 16^{ème} édition du Salon international de la pharmacie en Algérie "SIPHAL 2022", se tiendra du 23 au 26 février courant au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger avec la participation de pas moins de 150 exposants nationaux et étrangers, ont indiqué ses organisateurs dans un communiqué.

Placée sous le thème "L'industrie pharmaceutique au service de la santé", cette nouvelle édition permettra de "démontrer les efforts déployés par les opérateurs du secteur qui s'inscrivent pleinement dans les engagements des hautes autorités visant notamment à asseoir une véritable industrie pharmaceutique en mesure d'assurer la couverture à hauteur de 70% des besoins nationaux en produits pharmaceutiques", est-il indiqué dans le communiqué.

"Ce thème se veut donc fédérateur et souhaite mettre en lien davantage les industriels du modèle pharmaceutique algérien, unique en son genre, et les usagers de ce modèle que sont les professionnels de santé et en premier les pharmaciens d'officines et hospitaliers", ajoute la même source.

Selon les organisateurs, le SIPHAL 2022 sera à un lieu de rencontre et d'échanges pour les entreprises du médicament, une occasion propice leurs permettant de croiser les regards d'experts de la fabrication des médicaments (institutionnels, professionnels de la pharmacie).

Il sera aussi pendant quatre jours, une "tribune d'expression privilégiée" pour les professionnels de santé.

SIPHAL 2022 est un événement soutenu par les institutions, organisations et représentations professionnelles du secteur (CNOF, SNAPO, UNOP, ANPP, PCH, ANPP, SAPHO), selon le communiqué.

ALGÉRIE - IRAN La coopération bilatérale au centre d'une rencontre à l'APN

L'état des relations algéro-iraniennes et les perspectives de leur développement a été au centre d'une rencontre tenue, dimanche à Alger, entre le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Hani, et des responsables du ministère iranien des Affaires étrangères, a indiqué l'Assemblée dans un communiqué.

A ce propos, les responsables au ministère iranien des AE, respectivement, MM. Haciniane Mir et Ali Gamchi, respectivement Directeur général (DG) de la Direction du Moyen Orient et directeur du département Afrique du nord, "ont exprimé la volonté de leur pays de renforcer les relations parlementaires excellentes, notamment après l'installation du groupe d'amitié", affirmant l'attachement de l'Iran à "promouvoir la coopération bilatérale dans les domaines commercial et économique".

Les responsables ont également mis en avant "l'importance de la coordination bilatérale" lors des divers fora internationaux "en faveur de la cause palestinienne", ainsi que "le soutien" de l'Iran à l'organisation d'un référendum garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, se félicitant du "succès de la diplomatie algérienne dans la suspension du statut d'observateur de l'entité sioniste à l'UA".

Evoquant le volet économique, M. Hani a affirmé, pour sa part, la détermination du Président de la République à faire de l'an 2022 "une année économique par excellence", indiquant que l'Algérie "est résolue à approfondir la coopération avec l'Iran en établissant des partenariats stratégiques gagnant-gagnant".

Le président de la Commission a passé en revue, par ailleurs, les positions immuables de l'Algérie en faveur des causes justes, à la tête desquelles les questions palestinienne et sahraouie, rappelant l'attachement de notre pays au principe de non ingérence dans les affaires internes des Etats, a conclu le communiqué.

PRIX INTERNATIONAL D'ALGER DE RÉCITATION DU CORAN Clôture de la 17^e édition

La 17^e édition du Prix international d'Alger de récitation du Coran, qui est le 1^{er} prix dans le monde arabe et musulman a avoir été organisé via visioconférence, a été clôturée samedi à Alger, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

Dans une déclaration à l'APS à l'issue de la cérémonie de clôture, le directeur de l'enseignement et des concours coraniques, Messaoud Miad, a fait savoir que «cette édition, qui a vu la participation de 49 pays et qui s'est déroulée dans de bonnes conditions, était le 1^{er} prix dans le monde arabe et musulman a avoir été organisé via visioconférence».

«Nous nous attendons à ce que d'autres pays suivent l'exemple de l'Algérie en organisant des concours de récitation de Coran via visioconférence, notamment que cette édition s'est déroulée dans de bonnes conditions selon les membres du jury qui ont affirmé que toutes les conditions étaient réunies pour mettre tous les concurrents au même pied d'égalité», a poursuivi le même responsable.

Et d'ajouter : «les communications entre les concurrents via les technologies mises en place à travers les sièges des diplomates de l'Algérie dans les pays de ces derniers n'ont connu aucune coupure, sauf dans certains cas où des problèmes de son et d'image ont été enregistrés ce qui a nécessité de prévenir les participants qui ont eu droit à une nouvelle chance».



Quant au niveau de concurrence, M. Miad a précisé qu'il était «assez élevé» et que certains concurrents avaient montré tout leur talent dans la récitation et la psalmodie, en attendant «l'annonce des noms des lauréats de cette édition en fin du mois de février courant lors d'une cérémonie officielle coïncidant avec la célébration de la nuit +d'Al Isrà wa El-Mî'râj+ (ascension du prophète Mohamed QLSL)».

Pour sa part, le membre du jury du prix, Cheikh Djamel Farouk Djibril Mahmoud El-Dekkak, a déclaré que «les concurrents participants avaient des chances égales de rem-

porter les premières places, et que toutes les questions techniques étaient bien contrôlées pour faire réussir ce rendez-vous».

Cheikh El-Dekkak, membre de la mosquée Al-Azhar a salué l'intérêt accordé par l'Etat algérien à ce concours en «veillant à fournir toutes les capacités nécessaires à sa réussite, notamment en mobilisant ses sièges diplomatiques à l'étranger pour recevoir les participants et en attribuant de précieux prix aux lauréats».

«L'organisation de ces compétitions internationales en Algérie et dans d'autres pays est une glorification du Sain Coran et de la dévotion au service de Dieu

et c'est une démarche qui encourage la jeune génération à réciter et à maîtriser le Saint Coran, qui restera le secret de la gloire et de l'unité de la nation», a déclaré Dr El-Dekkak.

Il a ajouté que «l'attention portée à ces événements et manifestations similaires est une opportunité pour sauver les sociétés de l'extrémisme et des idées déviantes, à condition que le travail pour servir le Livre de Dieu et clarifier son interprétation correcte soit un moyen idéal pour lutter contre l'extrémisme dans les pays musulmans qui souffrent aujourd'hui de ce qu'on appelle désormais le terrorisme intellectuel».

ALGÉRIE - EGYPTE Le Conseil de la nation participe aux travaux de la 4^e conférence du Parlement arabe au Caire

Une délégation du Conseil de la nation a pris part, samedi au Caire (Egypte), aux travaux de la 4^e conférence du Parlement arabe (PA), des présidents des Assemblées et des Parlements arabes, a indiqué dimanche un communiqué de la chambre haute du Parlement.

"En sa qualité de représentant du Président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, M. Fouad Sebouta, vice-président du Conseil ainsi que le vice-président de la Commission des affaires étrangères, de la politique et de la sécurité nationale au Parlement arabe, Abdelkrim Korichi ont participé, dans le cadre d'une délégation des deux chambres du Parlement pré-

sidée par, Brahim Boughali, président de l'APN, aux travaux de la 4^e conférence du Parlement arabe tenue samedi le 19 février au siège de la Ligue arabe au Caire (Egypte)", a précisé la même source.

"Organisée sous le slogan, «le rôle des parlementaires arabes dans l'instauration de la sécurité et de la stabilité dans le monde arabe», la conférence a porté sur les voies et moyens susceptibles d'insuffler une nouvelle dynamique à la coopération arabo-arabe, en sus du rapprochement des vues entre les pays arabes à travers la diplomatie parlementaire", a ajouté le Conseil dans son document.

Dans ce cadre, un document inti-

tué "une vision parlementaire pour l'instauration de la sécurité et de la stabilité dans le monde arabe", a été approuvé.

Le document sera soumis aux dirigeants arabes lors de la réunion du conseil de la ligue arabe au niveau du 31^e sommet arabe prévu à Alger avant fin 2022, selon le communiqué.

Le document a porté sur nombre de constantes et principes définissant la position arabe vis-à-vis de quatorze (14) causes constituant le point commun entre les défis et les crises que traverse la nation arabe en tête desquelles, la cause palestinienne, a conclu le communiqué du Conseil de la nation.

4^E CONFÉRENCE DU PARLEMENT ARABE

M. Boughali appelle à intensifier la coopération en matière de lutte contre le terrorisme

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a appelé, depuis Le Caire, à la nécessité d'intensifier la coopération et d'actualiser les stratégies relatives à la lutte contre le terrorisme, a indiqué samedi un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la 4^e conférence du Parlement arabe, M. Boughali a plaidé pour «l'intensification de la coopération et l'actualisation des stratégies relatives à

la lutte contre le terrorisme», mettant en garde contre ce fléau qui, ajoute-t-il, «a pu s'adapter aux mesures prises pour le contrecarrer et assécher ses sources de financement».

Mettant en avant «l'importance de garantir la paix et la sécurité dans les pays de la région», M. Boughali a insisté sur «la nécessité de faire entendre la voix du monde arabe, en pleine course effrénée des événements à l'échelle internationale et la lutte impitoyable des pays pour l'hégémonie». A propos de la coopération

économique, M. Boughali a appelé à «se préparer collectivement à la période post-covid, en vue de relancer le développement socioéconomique», selon la même source. Evoquant la question palestinienne, le président de l'APN a réitéré «de solidarité de l'Algérie avec le peuple palestinien qui souffre encore de la répression de l'occupation sioniste, au vu et au su de la communauté internationale».

«L'Algérie réitère son plein soutien au peuple palestinien en vue d'exercer ses droits légitimes et bâtir

son Etat indépendant avec Al Qods est pour capitale», a-t-il soutenu.

Au terme de son allocution, M. Boughali a affirmé «l'attachement du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune à faire réussir le prochain sommet arabe qui sera rassembleur et unificateur dans l'objectif d'instaurer une solidarité arabe, de poursuivre la réforme de la Ligue arabe à même de conférer davantage de crédibilité à l'action arabe commune».

PROJET SOLAR DE 1000 MW 80 opérateurs ont retiré le cahier de charges

Plus de 80 opérateurs ont retiré le cahier de charges relatif à l'appel d'offres pour la réalisation de stations d'énergie photovoltaïque d'une capacité de 1000 MW dit "Solar 1000", a indiqué dimanche le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane.

S'exprimant dans un entretien accordé à l'APS, M. Benattou a affirmé que le cahier de charges relatif à l'appel d'offres lancé fin décembre 2021 pour la réalisation de stations d'énergie photovoltaïque, d'une capacité de 1000 MW, a été libéré et retiré depuis jeudi dernier par plus de 80 industriels nationaux et étrangers intéressés d'investir dans ce secteur.

Le ministre de la Transition énergétique a souligné que ce projet, qui constitue, selon lui "une première expérience pour le pays", a reçu un "écho très favorable" de la part des investisseurs, tout en précisant que c'est la société Shems, une société mixte entre les groupes Sonatrach et Sonelgaz, qui a à charge la gestion de ce projet.

"La société Shems a reçu un mandat pour la gestion de ce programme de réalisation de stations d'énergie photovoltaïque d'une capacité de 1000 MW en lots de 50 à 300 MW chacune.

C'est une société entièrement autonome", a expliqué M. Benattou, assurant que les experts ayant travaillé sur le cahier de charges ont levé toutes les contraintes notamment sur le plan technique, technologique et financier pour permettre aux opérateurs concernés de présenter leurs offres.

Selon le ministre, plusieurs experts ont participé à l'élaboration du cahier de charges, notamment ceux issus des Commissions de régulation de l'électricité et du gaz, des hydrocarbures, des groupes Sonelgaz et Sonatrach, mais également des cadres des ministères de l'Industrie, de l'Energie et des Mines ainsi que ceux de la Transition éner-



gétique. " Nous avons tenu compte à profit toutes les expériences acquises dans l'élaboration de ce modèle d'investissement pour réussir ce projet. Les délais observés dans le traitement de ce dossier sont dans l'intérêt des investisseurs", a fait observer le ministre. En matière d'exigences contenues dans le cahier de charges, M. Benattou a évoqué, entre autres, l'obligation faite aux investisseurs de réalisation des stations avec le respect d'un taux d'intégration allant de 40 à 50 %, précisant que " toutes les composantes nécessaires à l'installation d'une unité photovoltaïque sont disponibles et fabriquées localement".

Il s'agit principalement, selon le ministre, de huit (08) composants essentiels identifiés dans la mise en place d'une station et qui sont disponibles au niveau local. " Nous enregistrons un manque en matière de production de cellules photovoltaïques, mais ce projet est pris en charge et nous devons assurer dans quelques mois une production de ces cellules avec un taux de 100 %, a-t-il mentionné.

Le financement à la charge

exclusive de l'investisseur
S'agissant du financement, il sera fait appel au modèle de "Project finance" imposant à l'investisseur de ramener ses propres financements, a expliqué le ministre.

Ce financement se concrétisera, a-t-il ajouté, dans le cadre de la constitution d'une société de projet dont le capital sera détenu à 66 % par l'investisseur et les 34 % répartis (17%) entre les groupes Sonatrach et Sonelgaz.

Ce montage financier permet, selon M. Benattou, aux entreprises publiques d'avoir "une vision et un suivi de l'évolution du projet et de constituer une minorité bloquante en cas où l'investisseur souhaite se retirer".

A ce propos, il a assuré que les experts en charge de ce projet ont "beaucoup" travaillé sur les aspects technologiques et techniques afin d'assurer une rentabilité notamment en matière de choix d'éléments (cellules de photovoltaïques, les onduleurs et autres éléments).

"La création d'un environnement économique favorable à ce type d'investissement est assuré. La rentabilité financière du projet est également

assurée et devra contribuer à économiser des quantités importantes de gaz naturel consommé au niveau national et de dégager des quantités supplémentaires à l'exportation", a-t-il fait remarquer en rappelant que le programme national des énergies renouvelables vise à installer 15.000 MW d'ici 2035.

"Grâce à ces projets, nous pouvons atteindre une production annuelle de plus 2000 GWh d'énergie électrique et d'économiser de 549 millions de mètres cubes de gaz.

Nous pouvons aussi éviter l'émission de 1 million de tonne de carbone (CO2), a-t-il poursuivi.

Le projet de réalisation des stations d'énergie photovoltaïque (Solar 1000 MW) concerne cinq wilayas, à savoir Béchar, Ouargla, El Oued, Tougourt et Laghouat et devra contribuer à la création de plus de 5000 emplois directs. L'énergie électrique qui sera produite à partir des stations sera injectée dans le réseau national, a assuré par ailleurs le ministre relevant que l'investisseur aura une relation commerciale avec Sonelgaz à travers sa filiale SADEG ou avec l'opérateur système.

"Nous avons aussi exigé des investisseurs de nous proposer le prix le plus bas possible par kilowattheure", a dit, en outre, le ministre en s'engageant à veiller sur le respect de cette exigence.

Quant aux délais de traitement des offres techniques, une période de quatre (4) mois a été fixée avant de procéder à l'ouverture des plis, a-t-il fait savoir, assurant que six mois suffisent pour installer une station photovoltaïque.

DISTRIBUTION DE MÉDICAMENTS ET DE DISPOSITIFS MÉDICAUX Les nouveaux textes permettront de se conformer aux standards internationaux

Les arrêtés concernant les conditions d'agrément, le cahier des charges ainsi que les missions du pharmacien directeur technique des établissements pharmaceutiques de distribution permettront d'assurer une meilleure organisation du circuit de distribution et ainsi réguler cette activité et de se conformer aux standards internationaux, a indiqué à Alger un directeur central du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Le circuit de distribution constitue "un maillon central" dans la chaîne d'approvisionnement et "un levier" pour la maîtrise de la disponibilité produits pharmaceutiques, a déclaré à l'APS le Directeur des activités pharmaceutiques et de la régulation au ministère de l'Industrie pharmaceutique, Dr. Bachir Alouache.

La publication de neuf arrêtés dont ceux régissant les établissements pharmaceutiques de distribution dans le Journal officiel (n8), représente, selon lui, la poursuite de la dynamique de réformes réglementaires et de normalisation des différentes activités pharmaceutiques initiées par le ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Cette nouvelle réglementation permettra, ainsi, aux établissements pharmaceutiques de distribution de "se conformer" aux standards internationaux, en ayant "l'obligation de constituer un stock stratégique de 30 jours et d'assurer une distribution des 2/3 de la nomenclature nationale des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux", a expliqué Dr. Alouache. Ce qui permettra de "sécuriser" le marché du médicament, a-t-il affirmé.

Ces textes, initiés par le ministère de l'Industrie pharmaceutique permettront, également, de lutter "efficacement" contre les pratiques commerciales "illicites" telles que la rétention ou la vente concomitante, en engageant la responsabilité pharmaceutique du pharmacien directeur technique.

Ce dernier est, depuis l'entrée en vigueur du texte, "obligatoirement" secondé par un pharmacien directeur technique assistant "au minimum", de quoi créer de nouveaux postes d'emplois pour les nouveaux pharmaciens diplômés, a mis en avant le responsable.

D'ailleurs, au vu de la responsabilité pharmaceutique qui lui incombe, le changement du pharmacien directeur technique constitue une modification "à caractère substantiel" qui nécessite "l'accord préalable" des services du ministère de l'Industrie pharmaceutique, et qui amène, même, à "la modification de l'agrément", a-t-il précisé.

Ces textes visent, en outre, "à renforcer et assurer la traçabilité" des psychotropes et des médicaments "dont l'usage peut être détourné" (Prégabaline "Lyrica" et Tramadol, ndr), en stipulant que "seuls les établissements de distributions totalisant deux années d'exercice peuvent prétendre distribuer ce type de médicaments", a relevé Dr. Alouache.

En outre, l'établissement de distribution de gros est tenu d'archiver ses données concernant tous les achats, et toutes les ventes et aussi la gestion des psychotropes "sur des systèmes informatisés sécurisés", selon une procédure définie et cela pendant une durée de 5 ans, pour garantir une traçabilité de ses activités a-t-il expliqué.

La responsabilité pharmaceutique est, en outre, "étendue" aux activités externalisées, ce qui représente une nouveauté, a tenu à signaler Dr. Alouache qui a précisé que ces activités peuvent concerner le stockage ou le transport des médicaments et même l'archivage des données de l'entreprise.

GESTION D'EAU À IN-GUEZZAM ouverture prochaine de deux sièges des entreprises ADE et ONA

Deux sièges des entreprises de l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Office national d'assainissement (ONA) seront ouverts à In-Guezzam dans le cadre de l'amélioration du service public dans cette région frontalière, a annoncé dimanche à partir de cette wilaya le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni.

Deux sièges des entreprises ADE et ONA seront ouverts à In-Guezzam à la faveur d'un investissement destiné à l'acquisition des équipements nécessaires au fonctionnement de ces deux entités", a affirmé M. Hasni en visite de travail dans la wilaya, en compagnie du ministre des Travaux publics, Kamel Nasri.

La délégation ministérielle a inspecté le chantier du projet de protection de la ville

d'In-Guezzam des inondations, pour lequel a été alloué un financement de 400 millions DA et dont le taux d'avancement des travaux actuellement est de 90%. Ce projet est appelé à détourner les eaux pluviales hors du tissu urbain, de préserver la vie humaine et de protéger les infrastructures des inondations.

La délégation ministérielle a mis à profit cette visite pour s'enquérir d'un projet suggéré pour l'adduction, sur 240 km, de l'eau de la région du Tanezrouft devant approvisionner les régions de Toundart et Tin-Zaouatine. Les efforts seront axés sur la mobilisation des ressources financières nécessaires pour la réalisation de ce projet, après finalisation des études avec le concours des différents départements ministériels, a fait savoir M. Hasni, avant

de souligner que ce futur projet devra contribuer largement à l'amélioration de l'alimentation des populations en eau potable. Le ministre a poursuivi sa tournée par l'inspection du chantier de réalisation du réseau d'assainissement de la ville d'In-Guezzam, dont les travaux, actuellement à 20% d'avancement, ont été confiés à trois entreprises de réalisation. Ce projet vise à lutter contre les fosses septiques et les maladies à transmission hydrique, en plus de protéger l'environnement et d'améliorer le service public dans le domaine.

La délégation ministérielle poursuit sa tournée par l'inspection de projets relevant des secteurs des Travaux publics et des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique au niveau de la wilaya voisine de Tamanrasset.

CACI

Plus de 20 rencontres commerciales avec des partenaires étrangers en 2021

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a organisé et participé à 24 rencontres commerciales ayant regroupé des investisseurs algériens avec leurs homologues de plusieurs pays durant 2021, a indiqué un document de la CACI, et ce, dans le cadre de la promotion des échanges extérieurs et du partenariat.

Ce document dont l'APS a obtenu une copie, expose le bilan des activités réalisées par la CACI en 2021.

Selon la même source, "dans le cadre de la consolidation des relations avec ses partenaires étrangers, la CACI a initié plusieurs

actions et activités dans l'objectif de vulgariser et déterminer les opportunités d'affaires, notamment en matière d'exportation des produits algériens et de la conclusion d'accords de partenariat". Selon le document, il a été procédé à la sensibilisation des partenaires étrangers à l'amélioration, à l'évolution du climat des affaires et à la promotion des facilitations accordées en Algérie. Le bilan des activités de la Chambre algérienne a évoqué l'organisation de rencontres d'affaires virtuelles et en présentiel au profit de sociétés algériennes avec des entreprises représentant plusieurs pays. Le même bilan fait égale-

ment état de l'organisation, l'année dernière, de la première rencontre des conseils d'affaires algéro-malien, algéro-qatari, algéro-nigérien et algéro-kenyan, ainsi que de l'organisation de la 2e session du conseil d'affaires algéro-iranien.

Le bilan des activités de la CACI a indiqué que durant l'année écoulée, a été proposée la création d'un conseil d'affaires algéro-camerounais, algéro-portugais, algéro-nigérien, algéro-croate, algéro-bangalais et algéro-zimbabwéen. Il a été également convenu de réactiver le conseil d'affaires algéro-égyptien qui a été créé en 2019. Il convient d'indiquer,

selon la même source, que la CACI a lancé le programme de la création de conseils d'affaires avec plus de 20 pays africains, d'autant plus que "les demandes ont été envoyées à travers le ministère des Affaires étrangères, avec un suivi hebdomadaire en vue de la concrétisation de ces projets".

Par ailleurs, il a été procédé, en 2021, à la conclusion de l'accord de création d'un conseil d'affaires algéro-kenyan, algéro-ukrainien, algéro-mozambicain, ainsi que de la création du conseil d'affaires algéro-bénois.

BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE Lancement des prestations de la finance islamique à Oran

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a lancé dimanche les prestations de la finance islamique sous la supervision du Directeur général de cet établissement bancaire.

Le Directeur général de la BEA, Lazhar Latrache, a inauguré l'agence 115 "Ahmed Zabana" de cette banque sise au centre-ville d'Oran et ouvert un guichet de la finance islamique, en plus de deux guichets similaires au niveau des agences situées à la rue "Mohamed Khemisti" et à haï Ghoualem (ex-Medioni) au chef-lieu de wilaya.

Dans une déclaration à la presse, M. Latrache a indiqué que cette opération entre dans le cadre de l'extension du réseau de la finance islamique, notant qu'à ce jour ces prestations sont disponibles à travers 15 agences de la BEA au niveau national. Il a annoncé le lancement, dans les prochains jours, des prestations similaires de la finance islamique à travers les différentes agences de la BEA dans les wilayas de Sidi Bel-Abbes, Ain Temouchent et Tlemcen et leur généralisation, ultérieurement, à l'ensemble des wilayas du pays.

La BEA a obtenu 100 millions de dinars de prestations de la finance islamique depuis son lancement, fin décembre dernier, a précisé Lazhar Latrache, signalant "une forte demande et un grand engouement pour ces produits, notamment de la part des jeunes, des professionnels et d'entreprises". Le DG de la BEA a indiqué, en outre, que ses services commercialisent sept produits bancaires islamiques, dont six sont destinés aux particuliers et un aux entreprises. Il s'agit du "compte courant islamique", "compte d'épargne islamique", "compte de dépôt d'investissement non restreint à terme", "compte de dépôt islamique pour les particuliers", "Mourabaha immobilière", "Mourabaha automobile" et "Mourabaha consommation". Dans ce contexte, il a affirmé que dans les prochains mois, d'autres produits, en cours de préparation, seront lancés. De son côté, la directrice centrale chargée de la commercialisation et de la communication à la BEA, Djamil Aknitel, a indiqué qu'il y a "une instance légale islamique interne qui contrôle, avant et après, la conformité des produits à la charia islamique, avant de les soumettre au Haut conseil islamique, soulignant que le contrôle de toutes les opérations et produits de la finance islamique est "permanent et continu".

CHANGE Cotations hebdomadaires des billets de banque et chèques de voyage (BA)

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage en dinar algérien, communiquées par la Banque d'Algérie (BA), valables du 20 février au 26 février 2022.

| Billets de banque | Achat | Vente |
|-------------------|--------|--------|
| 1 USD | 138,30 | 146,74 |
| 1 EUR | 157,14 | 166,78 |
| 1 GBP | 187,96 | 199,46 |
| 100 JPY | 119,95 | 127,32 |
| 1 CHF | 150,00 | 159,22 |
| 1 CAD | 108,84 | 115,49 |
| 1 DKK | 21,14 | 22,43 |
| 1 SEK | 14,89 | 15,80 |
| 1 NOK | 15,53 | 16,48 |
| 1 AED | 37,65 | 39,96 |
| 1 SAR | 36,86 | 39,11 |
| 1 KWD | 456,59 | 485,73 |

| Chèques de voyage | Achat | Vente |
|-------------------|--------|--------|
| 1 USD | 139,70 | 146,74 |
| 1 EUR | 158,73 | 166,78 |
| 1 GBP | 189,87 | 199,46 |
| 100 JPY | 121,17 | 127,32 |
| 1 CHF | 151,52 | 159,22 |
| CAD | 109,94 | 115,49 |
| 1 SEK | 15,04 | 15,80 |

FINANCES

La DGI explique les dispositions relatives à l'impôt sur les revenus fonciers

La Direction générale des Impôts (DGI) a précisé, dimanche dans un communiqué, les dispositions relatives à l'impôt sur les revenus fonciers.

Dans ce cadre, la DGI souligne que les revenus provenant de la location à titre civil, de propriété bâties et non bâties, suite à des contrats de prêt à usage conclus entre les ascendants et descendants de premier degré, "ne sont désormais plus imposables en matière d'IRG/revenus fonciers". Elle a rappelé que les revenus fonciers sont imposables au lieu de situation du bien loué, au taux de 7% pour les loyers provenant de la location à usage d'habitation, quelle que soit la nature du bien loué, à savoir collectif ou individuel et 15% pour les revenus provenant de la location de locaux à usage commercial ou professionnel, non munis de mobiliers ou de matériels, ainsi que ceux provenant des locations au profit des sociétés.

Les revenus provenant de



la location des propriétés non bâties sont imposable au taux de 15% et ceux provenant de la location des propriétés non bâties à usage agricole de 10%. Toutefois, lorsque le montant annuel des loyers dépasse 600.000 DZD, le taux applicable est de 7%, quelle que soit la nature du loyer perçu. Cette

imposition constituera un crédit d'impôt déductible de l'imposition définitive en matière d'IRG au lieu de situation du domicile fiscal du contribuable, précise le communiqué.

Les revenus fonciers doivent être déclarés dans les vingt premiers jours du mois qui suit celui de la perception

des loyers, en s'acquittant des droits y correspondant, auprès de la recette des impôts du lieu de situation du bien loué, suivant une déclaration tenant lieu de bordereau-avis de versement, série G n 51, ajoute la même source. Cependant, eu égard à la situation sanitaire que connaît le pays actuellement et en attendant la finalisation de l'application permettant à l'ensemble des contribuables d'accomplir leurs procédures de déclaration et de paiement à distance (par carte CIB ou Dhahabia), les personnes concernées ont la possibilité de procéder à la déclaration et au paiement de l'IRG/revenu foncier au lieu de situation de leur résidence. Aussi, le nouveau modèle d'imprimé, série G n 51 est disponible et téléchargeable sur le site-web de la DGI, selon le communiqué.

MÉDICAMENT

L'application des Bonnes pratiques de fabrication permettra une meilleure "exportabilité"

La qualité des médicaments produits en Algérie sera hissée aux standards internationaux, facilitant ainsi leur homologation par les organismes spécialisés à travers le monde, ainsi que leur exportation, grâce à l'application des Bonnes pratiques de fabrication (BPF) qu'instaurera un nouveau décret exécutif, a indiqué une responsable du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Ce texte, qui "obligera" les producteurs algériens de médicaments à se conformer à des normes algériennes inspirées des dernières BPF appliquées à travers le monde, sera rattaché à un guide de plus de 275 pages validé en Conseil du gouvernement.

Il a pour objectif d'"avoir un médicament de qualité à travers l'instauration de standards dans les BPF du médicament", a déclaré à l'APS, Dr. Nadia Bouabdellah, Directrice de la production, du développement industriel, de la promotion de la recherche et de l'exportation au ministère de l'Industrie Pharmaceutique. L'adoption d'un cadre réglementaire régissant le secteur pharmaceutique associé à la mise en place d'accords de reconnaissance mutuelle (ARM) des inspections en matière de BPF permettront, dans un contexte de "mondialisation", une coopération beaucoup plus étroite avec des partenaires potentiels aussi bien dans le domaine de l'exportation que dans les projets de localisation de site de production de laboratoires multinationaux. A-t-elle expliqué, soulignant l'ambition de l'Algérie de se positionner en plateforme régionale.

Les BPF du médicament viennent parachever et compléter l'ensemble des textes réglementaires élaborés par le ministère de l'Industrie pharmaceutique en vue de garantir la qualité et l'efficacité des produits

pharmaceutiques fabriqués et utilisés en Algérie. Ils permettront, également, à l'Algérie de "se hisser" aux standards internationaux appliqués par les témoins mondiaux en termes d'harmonisation des BPF à savoir la Food and Drug Administration (FDA) aux Etats-Unis ou encore l'Agence européenne du médicament (EMA), et de manière plus globale le Conseil international des exigences techniques pour l'enregistrement des médicaments à usage humain (ICH), a précisé la responsable.

A ce titre, Dr. Bouabdellah a expliqué que les BPF algériennes "ont été inspirées de la dernière version des pratiques internationales", et permettront "de renvoyer une image claire de la politique algérienne de production du médicament en matière de qualité". La directrice centrale a, ainsi, qualifié ces BPF de "cahier des charges" à l'investissement dans la fabrication du médicament qui englobe des lignes directrices qui renseignent "sur ce qui doit se faire et ce qui ne le doit pas", et cela sur l'ensemble du cycle de vie du médicament.

Les BPF: un rempart à la contrefaçon

Ces bonnes pratiques de fabrication serviront de "rempart" aux mauvaises pratiques et à la mise sur le marché de médicaments contrefaits et qui devront, désormais, répondre aux standards algériens en termes de qualité, a fait savoir Dr. Bouabdellah.

Ces BPF constitueront, en outre, un "référentiel" qui permettra, d'"harmoniser" les systèmes d'inspection, grâce à une grille qui "décoûle" des textes des bonnes pratiques qui sera publiée "dans un avenir proche", afin d'informer les producteurs sur les critères sur lesquels ils seront jugés. Tout manquement à ces règles de bonnes

pratiques de fabrication mentionnées dans le texte réglementaire, exposerait les contrevenants à "des sanctions qui peuvent aller jusqu'au retrait de l'agrément", a révélé Dr. Bouabdellah. D'autre part, la publication de cette grille permettra à l'Algérie de se porter candidate à l'adhésion au réseau international d'inspection, à savoir The pharmaceutical inspection Co-operation Scheme (PIC/S), et "d'assurer à ses inspecteurs une reconnaissance à l'international", a mis en exergue le cadre du ministère. Une fois ce texte promulgué, l'Algérie sera en mesure de délivrer des certificats de BPF qui représentent "une garantie de l'autorité" sur le respect des pratiques de fabrication par l'établissement pharmaceutique, et ce document est "systématiquement" exigé à l'export au même titre que le certificat de produit pharmaceutique (CPP) délivré par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, a expliqué Dr. Bouabdellah. Ce nouveau cadre réglementaire régissant les BPF constituera "une assise" lors de l'élaboration de reconnaissances mutuelles entre les autorités de régulation des pays avec lesquels l'Algérie envisage de réaliser des échanges, a-t-elle ajouté. Lors d'une réunion du Gouvernement tenue le 9 février en cours, il a été examiné un projet de Décret exécutif relatif aux règles de bonnes pratiques de fabrication des produits pharmaceutiques à usage de la médecine humaine. Ce projet de texte "définit les règles et les conditions à respecter par les établissements pharmaceutiques en vue de créer un système de management de qualité, garantissant la fabrication de produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine selon les normes et les standards internationaux", selon un communiqué des services du Premier ministre.

LAGHOUAT

Entrée en exploitation de la laiterie "M'zi-Milk"

La laiterie "M'zi-Milk" de Laghouat a mis dimanche sur le marché local sa première production de lait reconstitué pasteurisé en sachets après avoir reçu son premier quota de poudre de lait, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du Commerce et de la Promotion des exportations (DCPE). Première du genre au niveau de la wilaya, cette laiterie, qui sera renforcée par l'entrée en production prochaine d'une entité similaire "Guedouar", table sur la production d'une quantité de 7.468 litres/jour de lait pour satisfaire la demande locale au niveau des communes de Laghouat, Bennacer Benchohra et Kheng, sachant que la wilaya

était approvisionnée à partir de wilayas voisines, a indiqué le DCPE, Mohamed Youssif. Ce projet est appelé à assurer l'approvisionnement régulier en lait, à un prix réglementé (25 DA/litre), dans cette région qui connaissait une perturbation en termes de distribution de lait, a relevé le même responsable. Saluant la réception du premier quota de poudre de lait pour permettre aux laiteries d'entrer en production, le représentant de l'Union des commerçants de la wilaya, Ahmed Hamdi, a qualifié d'"importante" cette démarche qui intervient à la veille du mois sacré de Ramadhan où la demande sur le lait en sachet augmente.



AFRIQUE

Le rôle des infrastructures, principal sujet de la prochaine semaine du PIDA

Les décideurs et les experts africains s'apprêtent à discuter du rôle du secteur des infrastructures dans la reprise, la croissance et la résilience post-COVID-19 en Afrique lors de la 7e Semaine du Programme de développement des infrastructures en Afrique (Program for Infrastructure Development in Africa, PIDA) la semaine prochaine.

La 7e Semaine du PIDA, qui se tiendra dans un format hybride du 28 février au 4 mars à Nairobi, capitale kényane, se concentrera entre autres sur la manière dont l'Afrique peut ouvrir la voie à la fourniture d'infrastructures dans une ère post-COVID, tout comme le soutien pouvant être apporté aux impératifs économiques et sociaux du continent à l'ère du numérique, a annoncé samedi l'Union africaine.

Le bloc panafricain a également souligné que l'édition de cette année de la Semaine du PIDA se déroule dans un contexte d'incertitudes économiques et sociales persis-



tantes du monde causées par la pandémie de COVID-19. La semaine du PIDA envisage entre autres de réunir des experts internationaux et régio-

naux de multiples parties prenantes pour délibérer sur les questions liées à la fourniture d'infrastructures en Afrique. La semaine continentale se

concentrera également sur la manière dont l'Afrique peut montrer la voie dans la fourniture d'infrastructures dans une ère post-COVID, en soutenant les impératifs économiques et sociaux du continent à l'ère numérique. Enfin, la semaine du PIDA se penchera sur des questions thématiques, notamment le financement, la livraison et la résilience des infrastructures post-COVID 19, ainsi que le rôle important des infrastructures dans la mise en œuvre de l'accord pour l'établissement de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) et dans la reprise post-COVID-19.

AUTOMOBILE

La majorité des consommateurs de 25 pays ne veulent pas payer plus pour des options

La majorité des consommateurs de 25 pays à travers le monde ne sont pas disposés à payer plus cher pour acquérir des voitures embarquant les dernières technologies du moment, selon une étude mondiale et annuelle publiée jeudi par le cabinet Deloitte.

Alors que les prix des voitures augmentent, une large majorité des consommateurs américains, allemands, français, japonais, ou d'Asie du Sud-est ne sont pas prêts à payer plus de 400 euros supplémentaires pour des équipements de sécurité, de divertissement ou des nouvelles motorisations.

Seuls les consommateurs chinois sont plus enclins, en moyenne, à augmenter la mise. "Une majorité de la population attend que l'on maintienne le prix de vente tout en continuant à augmenter le niveau de technologie", a sou-

ligné chez Deloitte, Guillaume Crunelle, lors d'une conférence de presse. L'intérêt pour les voitures électriques augmente, notamment à cause de leur faible coût d'usage et de leur pollution plus limitée. 23% de Sud-Coréens envisagent une électrique pour leur prochain achat, comme 17% des Chinois et 15% des Allemands. Cet intérêt reste relatif en France (7%) ou aux Etats-Unis (5%), où l'essence reste dominante. Ceux qui refusent l'électrique indiquent que l'autonomie et le manque de bornes de recharge sont leurs principaux freins. Selon le cabinet Deloitte, qui travaille pour des acteurs de l'automobile mais aussi des assureurs ou des collectivités locales, la place des véhicules personnels reste majeure dans les modes de transport, notamment aux Etats-Unis.

La pandémie de Covid-19 a même

renforcé cette préférence dans certains pays : 45% des Indiens et 31% des habitants d'Asie du Sud-Est interrogés souhaitent acheter un véhicule pour éviter les transports publics. Ceux-ci restent le deuxième mode de transport préféré en Allemagne ou en France, et sont particulièrement appréciés en Corée du Sud et Japon. Le vélo prend la troisième place au Japon et en Allemagne.

Une majorité de personnes est désormais prête à partager les données de leur véhicule connecté avec son constructeur ou un tiers, souligne également Deloitte, notamment en échange d'indications sur le trafic ou sur la maintenance du véhicule. L'étude a été menée dans 25 pays entre septembre et novembre 2021, auprès de 26.000 consommateurs, via un questionnaire auto-administré en ligne.

CANADA

Le coût d'un oléoduc controversé explose de nouveau

Le projet d'agrandissement du pipeline controversé Trans Mountain dans l'ouest du Canada, que le gouvernement a nationalisé en 2018, coûtera 70% plus cher que la dernière estimation, a annoncé vendredi l'entreprise. «Le coût total du projet est passé de 12,6 à 21,4 milliards de dollars canadiens» (14,8 milliards d'euros), a déclaré dans un communiqué Trans Mountain, citant notamment la pandémie de Covid-19 et les inondations désastreuses en Colombie-Britannique l'automne dernier comme justifications à cette explosion des coûts. Le calendrier des travaux est aussi modifié. L'agrandissement du pipeline doit maintenant être terminé pour le troisième trimestre 2023, plutôt que fin 2022. Le pipeline Trans Mountain existant transporte chaque jour 300.000 barils de pétrole des sables bitumineux vers la côte Pacifique. Il s'agit du seul oléoduc canadien qui relie l'Alberta, principale province productrice de pétrole, et la côte Ouest. En 2018, le gouvernement de Justin Trudeau avait annoncé la nationalisation de cet oléoduc «stratégique» pour 4,4 milliards de dollars canadiens. Vendredi, la vice-première ministre du Canada et ministre des Finances Chrystia Freeland a tenu à rassurer les Canadiens, affirmant «qu'il n'y aura(it) pas d'argent public supplémentaire investi». «Trans Mountain obtiendra le financement nécessaire pour achever son projet par l'entremise d'une tierce partie, que ce soit les marchés de la dette publique ou des institutions financières», a-t-elle déclaré. Elle a de nouveau affirmé que ce pipeline servirait «d'intérêt national». En février 2020, une réévaluation du projet avait déjà prévu que les coûts allaient bondir à 12,6 milliards de dollars, une forte hausse par rapport aux 7,4 milliards projetés au préalable.

ÉNERGIE

L'Éthiopie lance la production d'électricité du grand barrage sur le Nil

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a officiellement lancé dimanche la production d'électricité du grand barrage de la Renaissance, sur le Nil Bleu, projet controversé de plusieurs milliards de dollars, selon des médias locaux. Accompagné de nombreux hauts fonctionnaires, M. Abiy Ahmed a effectué une tournée dans la centrale électrique et a cliqué une série d'interrupteurs sur un écran électronique pour déclencher la production, selon les responsables. «Ce grand barrage a été construit par les éthiopiens, mais au bénéfice de tous les Africains, pour que tous nos frères et sœurs africains en profitent», a affirmé un haut responsable participant à l'inauguration. Gerd (Grand Ethiopian Renaissance Dam) constitue, depuis le lancement du projet en 2011, un contentieux avec le Soudan et l'Égypte, tous deux tributaires du Nil pour leurs ressources hydrauliques. L'Éthiopie avait procédé en juillet dernier à la seconde phase de remplissage du barrage, annoncé comme un des plus gros d'Afrique avec un objectif de production initiale de 6.500 mégawatts, revue à la baisse à 5.000 MW, pour un coût total estimé à 4,2 milliards de dollars (3,7 mds d'euros). Situé sur le Nil Bleu, à une trentaine de kilomètres de la frontière soudanaise, le Grand barrage de la Renaissance est long de 1,8 kilomètre et haut de 145 mètres. Selon les médias d'Etat éthiopiens, la production initiale du Gerd est de l'ordre de 375 MW avec la mise en service d'une première turbine.

CÉRÉALES

Poursuite de la progression des cours du blé

Les prix du blé progressaient vendredi après-midi sur le marché européen, qui évolue au gré des informations sur la crise ukrainienne. Sur Euronext, le prix du blé tendre progressait de 1,50 euro à 266,50 euros la tonne sur l'échéance de mars et de 1,75 euro sur celle de mai à 270,50 euros la tonne, pour plus de 14.000 lots échangés. Le prix du maïs augmentait de 2,25 euros sur l'échéance de mars à 252 euros la tonne et de 1,75 euro sur celle de juin à 250,50 euros la tonne, pour plus de 1.500 lots échangés. L'est de l'Ukraine connaissait vendredi de nouveaux bombardements, l'armée ukrainienne et les séparatistes prorusses s'accusant mutuellement d'utiliser des armes lourdes, un regain de violences qui nourrit les craintes d'invasion russe. Les Etats-Unis affirment observer toujours davantage de troupes russes se déplaçant vers les régions frontalières avec l'Ukraine. La veille, les cours du blé avaient encore grimpé à Chicago. L'Ukraine est le septième producteur de blé au monde et le cinquième exportateur, tandis que la Russie occupe la première place au classement des volumes exportés. Autre facteur haussier, «l'a météo annonce le retour d'un temps sec et chaud la semaine prochaine sur le continent sud-américain», souligne le cabinet Agritel.

APS

RUSSIE

Le PIB en hausse de 4,7% en 2021

La Russie, qui n'a imposé presque aucune contrainte à son économie depuis le début de la pandémie, a enregistré une hausse annuelle de 4,7% de son PIB en 2021, selon la première estimation publiée vendredi par l'agence de statistiques Rosstat. Ce résultat est dû «à la reprise de l'activité économique», a indiqué Rosstat dans une note explicative, constatant une reprise de la consommation. Ces résultats indiquent une reprise certaine, après une année 2020 plombée par la pandémie, mais qui s'est rapidement essoufflée. Parmi les secteurs ayant connu la plus forte croissance, l'on compte l'hôtellerie et la restauration (+24%), la culture et le sport (+8%) et le commerce de gros et de détail (+8%). La production industrielle, quant à elle, elle a augmenté de 5,3%. Mais l'année a été placée en Russie notamment sous le signe de l'inflation, qui a atteint près de 7% sur l'année, avec notamment une flambée des prix alimentaires de base qui pèse particulièrement lourd pour les ménages les plus pauvres. Le pouvoir d'achat des russes est en baisse depuis 2014. Dans l'ensemble, l'économie russe a été relativement épargnée par la pandémie en 2020 (PIB en repli de 3,1%) du fait de la décision de ne pas confiner à nouveau le pays après la première vague de Covid-19.

ITALIE

6 milliards d'euros supplémentaires pour alléger la facture énergétique des ménages et entreprises

Le gouvernement italien a annoncé vendredi près de 6 milliards d'euros supplémentaires pour aider ménages et entreprises à payer leur facture énergétique au deuxième trimestre face à la flambée des prix du gaz et de l'électricité. Après 4,2 milliards d'euros en 2021 et 5,5 milliards d'euros au premier trimestre, le conseil des ministres réuni à Rome a approuvé un rallonge de 5,8 milliards pour la période allant d'avril à juin. «Le gouvernement veut intervenir pour éviter que le renchérissement de l'énergie ne se traduise par une baisse du pouvoir d'achat

des familles et une baisse de la compétitivité des entreprises», a précisé le chef du gouvernement Mario Draghi lors d'une conférence de presse. «Nous mettons près de huit milliards sur la table, dont six milliards d'aides sur l'énergie», sans créer de nouvelles dépenses publiques, les mesures annoncées étant financées par des marges budgétaires fléchées l'an dernier et les mesures d'aide prises par la Banque centrale italienne, a-t-il ajouté.

Ces aides devraient prendre la forme d'exonération des taxes de raccordement

électrique, de réduction de la TVA sur le gaz, ou encore de crédits d'impôt pour les entreprises énergivores.

Afin de réduire la dépendance de l'Italie aux énergies fossiles et au gaz étranger, le gouvernement, a souligné M. Draghi, va «intervenir de manière structurelle pour augmenter la production de gaz italien», créer un fonds d'un milliard d'euros par an jusqu'en 2030 en soutien à la filière automobile italienne «au cœur de la transition écologique», et encourager le développement des énergies renouvelables.

DOUANES ALGÉRIENNE Les douanes ont saisi 1,4 million de comprimés psychotropes en 2021

Les services des douanes ont procédé, en 2021, à la saisie de plus de 1,4 millions de comprimés psychotropes, a révélé dimanche à Alger le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers à la Direction générale des douanes, Adel Habsa. Dans un entretien accordé à la Chaîne 1 de la radio algérienne, M. Habsa a fait savoir que les agents des douanes ont effectué, en 2021, plus de 1.200 opérations en coordination avec les services de sécurité, en vue de mettre un terme aux opérations de contrebande aux frontières.

Outre la saisie de 1,4 millions de comprimés psychotropes, les services des douanes ont également procédé à la saisie de 500.000 euros et d'un nombre considérable de voitures. Quant aux recouvrements fiscaux réalisés par les services des douanes durant l'année 2021, le responsable a indiqué qu'ils ont dépassé 1.036 milliards de DA, contre 1.000 Mds DA en 2020. Concernant le nouveau système informatique des douanes, M. Habsa a affirmé l'entame effective de la mise en place de ce système qui rend les procédures douanières "plus transparentes et plus rapides". Le projet existant se trouve actuellement à sa 2e étape, après que la création de la banque des renseignements a été finalisée.

Dans le cadre de cette étape, le système informatique est en passé d'être généralisé à tous les services douaniers au niveau national, et ce, de concert avec l'entreprise Algérie Télécom qui supervise les opérations de raccordement par fibres optiques et satellitaires. Répondant à une question sur le rôle des douanes dans la mise en œuvre de décisions du président de la République, relatives au gel des impôts et des taxes sur le e-commerce, les téléphones portables individuels et les moyens informatiques destinés à l'usage individuel et aux start-up, M.

Habsa dira que "ces ordres sont appliqués sur le terrain, mais sans négliger la partie relative au contrôle".

ENERGIE Alger: la direction de distribution de Sidi Abdallah lance un programme d'entretien des infrastructures électriques

La direction de distribution de l'électricité et de gaz de Sidi Abdallah (Alger) a annoncé, dimanche, dans un communiqué le lancement d'un programme d'entretien et de maintenance des installations électriques en vue d'assurer une distribution régulière de l'énergie et d'en améliorer la qualité.

La direction de Sidi Abdallah relevant de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), filiale de Sonelgaz, a tracé un large programme de maintenance et de contrôle de toutes les installations composant son réseau de distribution de l'électricité, à travers 7 communes.

Ledit programme "permettra de sécuriser le réseau électrique et d'améliorer la maintenance afin d'éviter les problèmes d'alimentation en électricité, notamment au vu de la forte demande attendue avec l'extension du tissu urbain dans la région et l'approche du mois de ramadhan et de la saison estivale, deux périodes qui enregistrent une forte consommation d'électricité", ajoute la même source. La direction a consacré une journée par semaine (mercredi) à cette opération de maintenance des installations électriques, assurée à titre préventif à partir des centrales électriques et des réseaux qui leur sont reliés, précise la même source. Des travaux d'entretien ont concerné le point de départ "Azirou" alimenté à partir de la source électrique de Souidania, d'une capacité de 30 000 volts, avec 25 Km de réseau d'énergie éolienne. L'opération vise "à améliorer la qualité des services fournis au niveau de la région de Staoueli et à assurer une source d'alimentation des secours de la ville de Sidi Fredj", selon la direction qui a souligné que l'opération sera suivie par d'autres chaque, mercredi, et ce jusqu'à la finalisation du programme tracé. Le programme "d'entretien" pour lequel tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés "se veut un effort qui vient s'ajouter aux programmes d'entretien périodiques et habituels de la direction".

ALGER 10 individus arrêtés dans une affaire de prostitution sous couvert d'activité commerciale

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté 10 individus impliqués dans une affaire de prostitution et détention de drogues et de psychotropes sous couvert d'activité commerciale, a indiqué dimanche un communiqué des mêmes services.

«Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par les services de la 6e sûreté urbaine de Dely Ibrahim, ont traité une affaire relative à la prostitution et la détention de drogues et de psychotropes sous couvert d'activité commerciale de type soins corporels», a précisé le communiqué.

L'opération, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, a permis aux éléments de la police, après obtention d'un mandat de per-



quisition, d'arrêter 10 individus, dont 5 femmes et de saisir un montant de 164.600 Da, deux morceaux de cannabis, 18 comprimés psychotropes, un billet de 2000 Da contenant une poudre blanche, 16 pilules contraceptives et 13 préservatifs, a ajouté la même source.

Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été déferés devant le parquet territorialement compétent, a conclu le communiqué.

ORAN Démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants et saisie de 18 kilos de kif traité

Les services de police d'Oran ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de stupéfiants, composé de quatre individus et ont saisi 18 kg de kif traité, a-t-on appris, dimanche, de la direction de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été menée suite à l'exploitation d'informations parvenues aux services de police de la sûreté urbaine de haï Sabah, selon

lesquelles les membres de ce réseau utilisaient un logement loué comme repaire pour le trafic de stupéfiants, indique un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Après la surveillance des leurs activités criminelles et accompli l'ensemble des procédures légales auprès du procureur de la République près le tribunal Fillaoucen, les membres de

ce réseau ont été arrêtés et 18 kg de kif traité ont été saisis, ainsi qu'une somme de 7 millions DA issue des revenus de ce trafic, selon le même communiqué. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des membres de ce réseau, qui seront traduits devant la justice pour constitution d'un réseau criminel, détention, vente, transport et stockage de stupéfiants, a-t-on fait savoir.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 3 morts et 197 blessés ces dernières 24 heures

Trois (03) personnes ont trouvé la mort et 197 autres ont été blessées dans 157 accidents de la circulation survenus au cours de ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un communiqué de la Protection civile.

Par ailleurs, 6 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles ont été secourues par des éléments de la Protection civile (quatre

personnes à Sétif et deux autres à Khenchela). Dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 30 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité du port du masque et des règles de la distanciation physique, ainsi que 10 opérations de désinfection générale ayant touché des infrastructures et édifices publics et privés, et les zones d'habitation, ajoute le communiqué.

BOUMERDES Neutralisation de deux étrangers exerçant illégalement une activité commerciale à Hammadi

Deux ressortissants étrangers exerçant une activité commerciale illégale ont été arrêtés dernièrement dans la commune de Hammadi, à l'ouest de Bumerdes, par les services de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris samedi auprès du groupement régional de ce corps constitué.

Selon la chargée de communication auprès de ce corps d'arme, le lieutenant Hadjer Massi, les deux individus ont été mis hors d'état de nuire suite à des informations parvenues au groupement régional de la gendarmerie nationale faisant état d'une activité illégale, dans un atelier clandestin de confection d'herbes, de miel et d'huiles, par deux ressortissants étrangers en situation irrégulière.

Suite à quoi, une patrouille de la brigade de sécurité et d'intervention



de la Gendarmerie nationale de Hammadi a effectué une perquisition au domicile des deux suspects qui ont été arrêtés, après obtention d'un mandat de perquisition du Procureur général près le tribunal de Khemiss El Khechna.

Cette opération a permis, selon la même source, la saisie d'un montant de près de 300.000 DA, des sceaux relevant de cette société fictive, 20 bidons d'huile et 10 boîtes embal-

lées contenant un composant à base de plantes.

L'élargissement des investigations dans cette affaire a permis la découverte d'un 2ème atelier clandestin pour la confection de médicaments à base d'herbes naturelles.

Trois véhicules, une moto et un ordinateur avec imprimante ont été saisis, sur place, en plus de 250 petits flacons remplis d'herbes naturelles et 131 petits flacons d'huile.

A cela s'ajoutent 62 bouteilles d'eau mélangée avec du safran et 50 grands seaux de miel, outre diverses herbes utilisées dans la fabrication de médicaments, et un appareil mélangeur de grande taille. Selon le lieutenant Hadjer Massi, les chefs d'accusation retenus contre cette bande sont « séjour illégal », « exercice illicite d'une activité commerciale », « arnaque du consommateur par tous les moyens », « non respect et absence des conditions d'hygiène », « absence des conditions de sécurité et de conformité du projet destiné aux consommateurs » et « faux et usage de faux ».

Les deux suspects seront présentés, ultérieurement, devant les autorités judiciaires compétentes dès parachèvement de l'enquête, a affirmé le lieutenant Massi.

MAROC

Plus de 40 villes se soulèvent contre le régime du Makhzen

Plus de 40 villes marocaines ont annoncé leur participation, dimanche, aux protestations auxquelles ont appelé plusieurs organisations de défense des droits humains dans le Royaume, sous le slogan «A bas la tyrannie et la corruption», pour dénoncer la politique du régime du Makhzen qui a beaucoup nui au peuple marocain.

L'Association marocaine des droits de l'homme a confirmé, dans un communiqué, la participation de dizaines de villes aux sit-in prévus ce soir, en réponse à l'appel du Front social marocain, à l'occasion de la Journée internationale de la Justice sociale.

La plus grande association de défense des droits de l'homme au Maroc a signalé que la Journée internationale de la justice sociale intervient «au moment où notre pays connaît de sérieuses régressions, que ce soit en termes de droits économiques, sociaux, environnementaux, ou de droits civiques et politiques».

A cette occasion, l'association a exprimé son soutien aux mouvements sociaux dans leur lutte pour le droit à une vie décente, critiquant «l'exploitation par l'Etat de la



pandémie de Covid-19 (...) pour contrôler l'espace public dans un climat social marqué par des actions de protestations».

De son côté, le Front social marocain a annoncé, dans une liste non définitive (jusqu'à 14h30 samedi), la participation de 42 villes aux

protestations prévues dimanche, afin de «renverser la tyrannie et la corruption et parvenir à une société de dignité, liberté, justice sociale et d'égalité effective entre tous».

Le Front social marocain a appelé le peuple marocain à participer en force aux sit-in

de protestation pour dénoncer «la tyrannie croissante, la cherté scandaleuse de la vie ainsi que les restrictions et répressions des droits et libertés publiques et syndicales».

Dans ce contexte, le vice-secrétaire national du Parti démocratique marocain «Nahj», Mouaad al-Djahri, a déclaré dans un post sur la page officielle du parti sur «Facebook» que la Journée internationale de la justice sociale est une occasion importante pour «souligner la nécessité d'arriver à un front populaire uni pour renverser le Makhzen et établir la démocratie dans notre pays», notant que «ce Makhzen maudit a mené une contre-attaque dangereuse qui se poursuit à ce jour».

Il a également souligné que «le système va changer malgré lui».

BRÉSIL

Le bilan grimpe à 146 morts à Petropolis

Les secours ont découvert de nouveaux corps samedi sous les amas de boue dans la ville brésilienne de Petropolis (sud-est) dévastée par des inondations et glissements de terrain qui ont fait au moins 146 morts, dont 26 enfants, selon le dernier bilan des autorités.

Cinq jours après la catastrophe, les secouristes, reconnaissables à leur tenue orange, ont poursuivi toute la journée les recherches à l'aide de pelles et de bèches pour tenter de retrouver des disparus, ont rapporté des médias.

Des pluies diluviennes se sont abat-

tues mardi sur la ville de 300.000 habitants, située à 60 km au nord de Rio de Janeiro, transformant les rues en torrents de boue et provoquant des glissements de terrain.

Petropolis a reçu davantage de pluie que la moyenne de tout un mois de février. Plus de 500 pompiers, avec des hélicoptères, des pelleteuses et des chiens renifleurs restent mobilisés, même si les chances de retrouver des survivants sont de plus en plus minces.

Dans le quartier d'Alto Serra, où près de 80 maisons ont été englouties par une coulée de boue, des secouristes ont

transporté dans la matinée deux corps dans des sacs mortuaire. Ailleurs dans le centre de la ville, des membres d'une famille étaient en pleurs tandis que les secouristes creusaient dans les ruines d'une maison effondrée à la recherche d'une mère de quatre enfants.

Les corps du père et de deux enfants ont déjà été retrouvés.

Comme dans les opérations de secours lors de tremblements de terre, les secouristes actionnent de temps à autre de puissants sifflets pour appeler au silence et tenter de déceler des signes de vie.

NAUFRAGE D'UN CHALUTIER

L'Espagne appelle le Canada à reprendre les recherches

Madrid a appelé le Canada à poursuivre les recherches pour tenter de retrouver les corps des victimes après le naufrage mardi d'un chalutier espagnol au large du pays nord-américain, faisant neuf morts et douze disparus, a indiqué vendredi le chef de la diplomatie espagnole.

«Ce que j'ai demandé (à la cheffe de la diplomatie canadienne, Mélanie Joly), et c'est également son souhait, c'est que, dès que les conditions climatiques le permettront, les efforts (de recherche) se poursuivent dans la mesure du possible», a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères José Manuel Albares, à la radio Onda Cero.

«Des vagues de plus de huit mètres, une visibilité très

réduite, une température de -3 degrés, qui rendent pratiquement impossible la poursuite des recherches, et qui mettent en danger la vie des équipes de sauvetage» avaient obligé les secours canadiens à suspendre mercredi leurs opérations, a rappelé José Manuel Albares.

L'Espagne a décrété un jour de deuil national lundi, a annoncé le gouvernement après ce naufrage qui constitue la pire tragédie pour la pêche dans le pays depuis près de 40 ans. Le bateau de pêche «Villa de Pitanxo», battant pavillon espagnol, avait sombré mardi à 450 kilomètres des côtes de l'île de Terre-Neuve, dans les eaux glacées de l'Atlantique à l'est du Canada, avec 24 marins à

bord, dont 16 Espagnols, 5 Péruviens et 3 Ghanéens. Seuls trois d'entre eux ont pu être secourus. Neuf corps ont été repêchés et douze marins sont toujours portés disparus.

Les neuf corps ont pu être formellement identifiés au cours de la journée de samedi.

Ce sont ceux de «cinq marins espagnols, trois Péruviens et un Ghanéen», a annoncé dans un communiqué la délégation du gouvernement espagnol en Galice.

La température de l'eau et l'état de la mer depuis mardi ne laissent plus aucun espoir de retrouver des survivants. Mais en Espagne, plusieurs proches des douze marins disparus ont réclamé jeudi la poursuite des recherches, jusqu'à ce que

tous les corps soient repêchés.

Plusieurs familles dans la ville de Marin, le port d'attache du chalutier en Galice, dans le nord-ouest du pays, ont interpellé les autorités dans ce sens. Vendredi, le pape François a exprimé «ses sincères condoléances» et sa «solidarité» aux proches des victimes, a fait savoir le Vatican dans un communiqué. L'exécutif espagnol a précisé qu'un bateau transportant deux corps devrait arriver vendredi à Terre-Neuve, suivi samedi matin (pour le fuseau horaire espagnol) d'un autre acheminant les sept autres.

Les trois survivants doivent également arriver sur l'île canadienne dans les prochaines heures.

GRÈCE

Un passager du ferry italien en feu retrouvé vivant

L'un des passagers du ferry italien en feu au large de l'île grecque de Corfou a été retrouvé en vie et évacué du bateau en feu, ont indiqué, dimanche, les garde-côtes aux médias. L'homme, dont la nationalité n'est pas encore connue, a été

retrouvé à l'arrière du navire et est entré en contact avec les sauveteurs, selon les autorités grecques.

Le bateau de la compagnie italienne Grimaldi, en route pour Brindisi en Italie, s'est embrasé vendredi à l'aube,

deux heures après son départ du port grec d'Igoumenitsa, avec 290 personnes, dont 51 membres d'équipage, enregistrées à bord. Samedi, les garde-côtes ont indiqué que douze chauffeurs-routiers manquaient toujours à l'appel.

NIGERIA

24 personnes enlevées sauvées par la police dans le Nord-Ouest

La police dans l'Etat nigérian de Zamfara (Nord-Ouest) a sauvé 24 personnes enlevées par des hommes armés, a annoncé samedi son porte-parole Mohammed Shehu, lors d'un point de presse. Les victimes, comprenant un bébé de sept mois, ont été libérées vendredi à l'issue des combats acharnés entre les agents de sécurité et les bandits, a-t-il confirmé. Les unités d'élite de la police ont reçu un appel de détresse vendredi, selon lequel un grand nombre de délinquants armés avaient envahi le village de Gurgurawa et enlevé plusieurs membres de la communauté, a-t-il fait savoir. «En recevant cette information, les agents tactiques, en collaboration avec les groupes d'autodéfense de la région, se sont engagés dans l'action (...) pour mener une opération de recherche et de sauvetage de grande envergure», a affirmé M. Shehu. Au terme d'un accrochage qui a duré une heure, les agresseurs ont fini par relâcher les personnes enlevées, a-t-il précisé. Ces derniers mois, le Nigeria a vu sa région nord ciblée par une série d'attaques et d'enlèvements.

SOMALIE

Une nouvelle explosion fait deux morts et cinq blessés dans le Nord-Est

Deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées samedi dans une explosion dans la ville de Bosaso, dans le nord-est de la Somalie, a annoncé la police locale.

La police du Puntland a déclaré à Radio Mogadiscio qu'un engin explosif improvisé a explosé vers 18h30 dans un magasin de thé très fréquenté de la ville.

«Deux personnes ont été tuées et cinq autres blessées dans un attentat terroriste à la bombe qui a visé un magasin de thé dans la ville de Bosaso, dans l'Etat du Puntland», a rapporté la radio publique. Selon la police locale, la dernière explosion est survenue quelques heures après une autre attaque qui a touché la ville de Beledweyne, dans le centre du pays, qui a fait 10 morts et 15 blessés et visait des délégués électoraux qui ont participé vendredi aux élections en cours de la Chambre basse. La responsabilité de l'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, mais des éléments du groupe terroriste Shehab liés à Al-Qaïda ont perpétré une série d'attentats similaires dans la capitale somalienne Mogadiscio et ailleurs dans le pays.

GRÈCE

Une possible nappe de pollution repérée près du ferry italien en feu

Les garde-côtes italiens ont repéré une possible nappe de pollution échappée du ferry italien en feu au large de l'île grecque de Corfou, a annoncé le ministère italien de la Transition écologique samedi. L'Euroferry Olympia transportait environ 800 m3 de fioul et 23 tonnes de «produits dangereux corrosifs», a précisé le ministère dans un communiqué, et «une possible nappe a été repérée» après un survol aérien effectué par les garde-côtes, a ajouté le ministère.

Les garde-côtes italiens sont déjà sur zone avec une embarcation équipée de moyens de lutte contre la pollution, a-t-il ajouté.

Au moins douze personnes - tous des chauffeurs-routiers (bulgares, grecs, lituanien et turc) - sont portées disparues après le violent incendie qui s'est déclaré à bord dans la nuit de jeudi à vendredi, pour une raison encore inconnue.

Le ferry, en route pour Brindisi en Italie, comptait officiellement 290 personnes à bord, dont 51 membres d'équipages selon la compagnie italienne propriétaire Grimaldi Lines.

La présence parmi les personnes secourues de deux migrants afghans fait craindre qu'il y ait davantage de disparus, des migrants embarquant souvent clandestinement à bord des ferries reliant la Grèce à l'Italie.

SÉTIF

La réception de trois polycliniques prévue en «juillet 2022»

Trois (3) polycliniques devraient être réceptionnées dans la wilaya de Sétif «en juillet 2022», ce qui contribuera à renforcer les services sanitaires dans la région, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la Santé.

Les travaux de réalisation de ces trois polycliniques, situées dans la région de Djermane, dans la commune d'El Eulma, en plus de Guellal et El Mahdia, ont été achevés à 100%, a fait savoir le chef de service des activités sanitaires à la Direction de la Santé, Mourad Senna.

Les procédures relatives à l'équipement de ces nouvelles infrastructures de santé, en moyens et appareils médicaux nécessaires, ont été également finalisées, en attendant leur mise en service «en juillet prochain», a ajouté M. Senna.

Une fois opérationnelles, ces trois polycliniques permettront de «renforcer les services médicaux dans la région et garantir une meilleure prise en charge des malades en plus de l'amélioration des conditions de travail des praticiens», a-t-il souligné.

La wilaya de Sétif compte un Centre hospitalo-universitaire (CHU), cinq (5) Etablissements publics hospitaliers (EPH), quatre (4) Etablissements hospitaliers spécialisés (EHS) d'une capacité globale de 2.730 lits, en plus de neuf (9) Etablissements publics de santé de proximité (EPS), selon les informations recueillies auprès de la Direction de la Santé.

La wilaya compte également 68 polycliniques, 230 salles de soins et 29 salles d'accouchement au sein de cliniques, a-t-on noté.

ORAN

Des conventions permettant aux malades de cœliaque d'effectuer leurs examens et analyses médicaux à bons prix

L'Association «Bahia» des malades de cœliaque d'Oran a signé des conventions avec plusieurs cliniques privées pour permettre aux patients d'effectuer des analyses et des radios à des prix raisonnables, a-t-on appris samedi de la présidente de l'association Samia Bakdar.

Ces accords, dont deux ont été signés l'année dernière et le troisième en début de l'année en cours, permettent aux personnes cœliaques ou sensibles au gluten d'effectuer, à prix raisonnables, des analyses médicales, des radio-

logies et des examens périodiques coûteux qui pèsent sur les familles de patients, a indiqué à l'APS Mme Bakdar.

Les analyses et radiologies comprennent les tests de diagnostic et de post-diagnostic, en particulier les analyses de sang, l'endoscopie de l'intestin et la biopsie, à travers lesquels le diagnostic d'atrophie intestinale est posé, le symptôme le plus important de la maladie cœliaque, en plus d'analyses périodiques des anticorps, les gènes et l'imagerie par résonance magnétique (IRM). Il permettra également aux patients

d'effectuer diverses analyses des nutriments dans le corps, telles que l'analyse de l'anémie, la mesure des vitamines, les analyses des minéraux et des protéines, le magnésium, le calcium, l'acide folique et le zinc, en plus de celles liées à l'ostéoporose, aux maladies de la thyroïde et du foie, a-t-on fait savoir.

Le nombre de malades inscrits à l'association est actuellement d'environ 900 enfants et près de 3.000 adultes.

L'association Bahia, créée en février 2021, mène, selon son programme

annuel, plusieurs activités pour sensibiliser cette couche vulnérable, notamment au niveau des établissements scolaires et des crèches, surtout sur le régime alimentaire d'un enfant atteint de la maladie cœliaque.

Dans ce cadre, l'association a récemment organisé une journée de formation au profit des femmes de l'association touristique, de la communication et de la femme productive, sur les voies et méthodes de préparation, à domicile, de plats et de produits alimentaires sans gluten pour les malades cœliaques.

CONSTANTINE

Don de fournitures médicales consommables à des établissements de santé

L'association "Santé humanisme et innovation Franco-algérienne" (ASHIFA) a fait don de fournitures médicales consommables au profit de plusieurs établissements de santé publique à travers le pays, a affirmé samedi le représentant de l'association à Constantine.

«Ce don, acheminé jeudi dernier vers Constantine, est composé d'équipements de protection, dont des masques chirurgicaux de type FFP2 indispensables à la prise en charge des malades atteints de Covid-19, et des sondes urinaires», a précisé à l'APS Yacine Boudjaâda. Il a, dans ce sens, détaillé que ces fournitures médicales seront réparties sur plusieurs établissements de santé publique de Médéa, Alger et Constantine entre autres.

Rappelant que les membres de l'association sont composés de médecins et de paramédicaux algériens et français, le représentant local de l'Ashifa a déclaré que depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, l'association dont le siège social se trouve à Lyon (France), a axé ses activités sur la collecte d'équipe-



ments de protection et de matériel médical, notamment des extracteurs d'oxygène envoyés à plusieurs hôpitaux du pays.

Active en Algérie depuis 2018, cette association a initié 9 missions, dont 6 à Constantine, portant sur la réalisation d'interventions chirurgicales compliquées de chirurgie pédiatrique, gastro-entérologie et gynécologie-obstétrique, en plus d'un programme de formation continue au profit des médecins et des paramédicaux algériens en vue de développer les échanges d'expériences dans le domaine des soins et de la promotion de la santé, a-t-on fait savoir.

Pour rappel, l'association Ashifa projette de reprendre en mars prochain ses activités «en présentiel», après une pause imposée par la conjoncture sanitaire exceptionnelle, à travers des journées médicales de médecine interne, ORL, anesthésie-réanimation et hépato-gastro-entérologie, avait indiqué précédemment à l'APS le secrétaire général de l'association, le Pr. Samir Benmakhlof.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

118 nouveaux cas, 115 guérisons et 10 décès

Cent dix huit (118) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 115 guérisons et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique dimanche le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 264.054, celui des décès à 6.797, alors que le nombre des patients guéris est passé

à 176.633 cas. Par ailleurs, 18 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 25 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

DU 20 AU 22 FÉVRIER

La pharmaco-économie au centre d'une rencontre à l'EHU d'Oran

La pharmaco-économie est au centre d'une rencontre scientifique, ouverte dimanche à l'EHU «1er novembre» d'Oran, dans l'objectif d'initier des spécialistes en médecine et en pharmacologie à cette discipline qui vise l'efficacité.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme de conférences et d'ateliers autour de la pharmaco-économie, animé par des spécialistes algériens et étrangers, a indiqué Pr.

Toumi Houari, président du comité d'organisation de cet événement, en marge de l'ouverture.

L'objectif de cette formation intensive, qui s'étend sur trois jours, est de fournir aux participants un maximum d'informations possibles sur la pharmaco-économie, ses outils, ses objectifs, et ses applications, a souligné le même responsable.

Cette rencontre est organisée par le Laboratoire de Recherche en



Développement Pharmaceutique (LRDP) en partenariat avec la Global Society of Biologicals and Outcomes Research (GLSBOR), sous le thème «Pharmaco-économie, défis et applications», a-t-il indiqué.

Il s'agit, par ailleurs, d'une occasion d'échange scientifique entre les chercheurs pour promouvoir l'implémentation de la

pharmacie clinique dans le circuit de soins, a-t-on souligné. Un riche programme de communications est prévu au cours de cette rencontre, traitant de «Système de santé et accès aux médicaments en Algérie», «Introduction à la pharmaco-économie», «médicaments essentiels en Algérie», «différentes analyses en pharmaco-économie», «protocole thérapeutique du can-

cer colorectal non métastatique», «actualisation des coûts et impact budgétaire», entre autres thèmes. La pharmaco-économie est une discipline qui vise à déterminer la valeur économique d'un produit ou service pharmaceutique, avec des outils permettant d'identifier, mesurer et comparer leurs coûts et leurs conséquences, a-t-on expliqué.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Le dernier bilan des cas confirmés dans le monde est de 422.697.235

Voici le dernier bilan des cas confirmés de COVID-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins en date du 20 février à 00h00 GMT :

| | |
|---------------|-------------|
| Monde: | 422.697.235 |
| Etats-Unis: | 78.455.940 |
| Inde : | 42.802.505 |
| Brésil : | 28.173.860 |
| France : | 22.386.566 |
| Royaume-Uni : | 18.710.372 |
| Russie : | 14.979.363 |
| Allemagne: | 13.498.312 |
| Turquie : | 13.434.130 |
| Italie : | 12.427.773. |



TURQUIE

264 nouveaux décès en 24 heures

La Turquie a déploré samedi, 264 décès liés au nouveau coronavirus au cours des dernières 24 heures, selon le ministère turc de la Santé publique. Selon les dernières données du ministère, relayées par l'agence de presse, Anadolu, 462.252 tests de dépistage du

Covid-19 ont été effectués à l'échelle du pays, tandis que le nombre de patients rétablis de la maladie a atteint les 96.664. Concernant la vaccination, de 145 millions de doses (144.799.530) ont été administrées en Turquie depuis le lancement de la campagne vaccinale en

janvier 2021 afin d'endiguer la propagation du virus. Ainsi, 92,82% de la population âgée de plus de 18 ans ont reçu la première dose de vaccin anti-Covid, tandis que 84,91% de cette même catégorie présentent un schéma vaccinal complet, selon la même source.

MAURITANIE

Un décès lié à la fièvre hémorragique Congo-Crimée

Quatre cas de contamination à la fièvre hémorragique Congo-Crimée, dont un décès, ont été enregistrés en Mauritanie, selon le ministère mauritanien de la Santé.

Le ministère a annoncé cette évolution, après avoir réalisé 31 tests, faisant état d'un premier décès enregistré depuis l'apparition de la fièvre Congo-Crimée.

Un autre cas de guérison a été enregistré, a ajouté le ministère dans un communiqué, relevant que sur 2 cas de contamination mis en quarantaine, un est critique, alors que le nombre de contacts communautaires a atteint 31 cas. La fièvre Congo-Crimée est l'une des fièvres hémorragiques les plus dangereuses parmi les fiè-

vres connues et selon l'organisation mondiale de la santé, cette maladie est transmise à l'homme par les tiques et par le bétail, et d'une personne à une autre par le contact avec son sang.

D'après la même source, bien qu'elle ait apparu depuis longtemps, il n'existe aucun vaccin contre cette maladie ni pour les personnes ni pour les animaux.

Son traitement se limite à faire face aux symptômes qui apparaissent sur le malade en plus d'un suivi permanent de celui-ci. De temps à autres apparaissent des cas de cette maladie en Mauritanie et le dernier cas recensé l'a été fin octobre 2020.

CANADA - CONTESTATION ANTI-MESURES SANITAIRES

La police d'Ottawa dit avoir arrêté 47 personnes samedi

La police d'Ottawa a indiqué avoir arrêté 47 personnes samedi et remorqué une trentaine de véhicules pour mettre un terme aux manifestations des camionneurs contre les mesures sanitaires.

«Toute personne trouvée dans la zone» du centre de la capitale canadienne, paralysé depuis trois semaines par les contestataires, «sera arrêtée» ont prévenu les autorités sur Twitter.

Par ailleurs, la police d'Ottawa a affirmé samedi utiliser des «substances chimiques» pour déloger plusieurs centaines de camionneurs «agressifs» qui bloquent encore la ville, après plus de trois semaines de

contestation contre les mesures sanitaires. «Les manifestants continuent d'être agressifs et de s'en prendre aux officiers», ont tweeté les autorités.

«Ils refusent d'obtempérer aux ordres de se déplacer», assurent-elles, précisant avoir utilisé des «substances chimiques» à leur encontre.

Plus de dix heures après le début de l'opération, la police canadienne était toujours vendredi soir à pied d'oeuvre pour déloger les derniers camionneurs et manifestants qui bloquent Ottawa.

Les forces de l'ordre, déployées par centaines dans les rues de la capitale fédérale, ont annoncé avoir

interpellé plus de 100 personnes et remorqué une vingtaine de véhicules. Dès jeudi, les policiers avaient érigé un périmètre autour de la zone de la manifestation. Ils se sont efforcés tout au long de la journée de resserrer l'étau autour des manifestants, qui refusent de quitter les lieux malgré les nombreux avertissements et la proclamation de l'état d'urgence.

La ville d'Ottawa, la province de l'Ontario et le Canada dans son ensemble ont été placés en état d'urgence en raison de ce mouvement de contestation sans précédent qui a inspiré au-delà des frontières, de la Nouvelle-Zélande à la France.

ETATS UNIS

Les américains ont subi plus d'un million de décès excédentaires pendant la pandémie

Il y a eu plus d'un million de décès excédentaires aux Etats-Unis pendant la pandémie de COVID-19, a récemment rapporté le journal britannique The Guardian.

Ces décès sont principalement attribuables à la COVID-19, ainsi qu'à des pathologies ayant pu résulter de retards dans les soins médicaux et de systèmes de santé débordés, selon l'article qui cite les chiffres des

Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Au moins 923.000 Américains sont décédés des suites de cas confirmés de COVID-19, selon les CDC américains.

Parmi les autres causes de décès supérieures au nombre normalement prévu figurent les maladies cardiaques, l'hypertension et la maladie d'Alzheimer.

Ces morts excédentaires

sont également connues sous le nom de décès inopportuns ou «précoces», a expliqué le Guardian, ajoutant que si la majorité de ceux-ci aux Etats-Unis sont survenus chez des personnes âgées de 65 ans et plus, beaucoup de ces Américains auraient dû avoir encore de nombreuses années à vivre.

Les décès excédentaires sont calculés en fonction des décès des années précé-

dentes. En 2019, il y a eu 2,8 millions de décès aux Etats-Unis.

En 2020, ce chiffre était d'environ 3,3 millions, a poursuivi le journal.

De nombreux Américains ont retardé le recours aux soins pendant la pandémie, et d'autres ont vu la qualité de leurs soins se dégrader alors que le système de santé du pays était surchargé par la COVID-19, a-t-il observé.

COVID-19

Le Myanmar fait état de 3.050 nouveaux cas et de 5 décès supplémentaires

Le Myanmar a confirmé samedi 3.050 nouveaux cas de COVID-19 avec un taux de positivité quotidien de 10,03%, selon un communiqué du ministère de la Santé.

Le ministère a indiqué que le nombre total d'infections par le coronavirus est passé à 562.364. Cinq autres décès dus à la COVID-19 ont été signalés au cours des dernières 24 heures, portant le nombre de décès à 19.327 dans le pays, selon le communiqué.

Selon les données officielles, le nombre de patients guéris a atteint 522.400, avec 791 nouvelles guérisons. Plus de 6.870.000 échantillons ont été testés pour la COVID-19 jusqu'à présent dans le pays, dont 30.406 échantillons samedi, selon les chiffres du ministère.

AFRIQUE

Plus de 11 millions de cas d'infections au virus

Un total de 11.104.160 cas d'infections au nouveau coronavirus ont été signalés en Afrique en date de samedi, a déclaré le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

L'agence de santé spécialisée de l'Union africaine a en revanche ajouté que le nombre de décès dus au virus s'élevait à 246.584 à l'échelle du continent, tandis que 10.254.788 patients s'étaient rétablis de la maladie à ce jour. L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, la Libye et l'Ethiopie font partie des pays comptant le plus de cas. L'Afrique du Sud compte ainsi 3.654.824 cas devant le Maroc (1.158.145), la Tunisie (979.612) et la Libye (482.153).

Au niveau régional, c'est l'Afrique australe qui est la plus impactée devant le Maghreb et l'Afrique de l'Est, tandis que l'Afrique centrale est la région la moins touchée.

CHINE

Shenzhen enregistre huit nouveaux cas locaux

Shenzhen, métropole du sud de la Chine, a signalé huit nouveaux cas confirmés de COVID-19 transmis localement samedi, a déclaré dimanche la commission municipale de la santé selon l'agence Chine nouvelle.

Sur ces nouveaux cas, six ont été découverts parmi les contacts étroits de cas précédemment signalés.

Les deux autres ont été rapportés lors des campagnes de dépistage d'acide nucléique pour les groupes clés à l'échelle de la ville.

Parmi ces deux cas, l'un est un chauffeur de camion et l'autre employé d'une entreprise locale dans l'arrondissement de Longgang.

Les nouveaux cas présentant des symptômes bénins ou modérés ont été hospitalisés.

Des enquêtes épidémiologiques sont en cours.

PILES BOUTONS, PERLES D'EAU, SLIME : ATTENTION AUX RISQUES POUR LES ENFANTS

Des nombreux jeux ou jouets que les enfants vont recevoir à Noël sont susceptibles de provoquer des accidents domestiques. L'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) et la Direction générale de la santé (DGS) alertent les parents sur les risques de lésions ou irritations.

Des accidents domestiques graves, voire mortels, liés à l'ingestion d'objets de petite taille ont été signalés ces dernières années et ont fait l'objet de précédentes alertes des autorités sanitaires. De nombreux jouets ou télécommandes de jeux électroniques que votre enfant va recevoir à Noël sont en effet susceptibles de contenir des piles de petite taille (appelées piles bouton). Pour les enfants, la tentation peut être grande de les mettre à la bouche, or, l'ingestion de ces piles bouton représente un danger grave pour les plus jeunes, même en l'absence d'obstruction des voies respiratoires. En effet, une pile avalée peut entraîner en quelques heures la formation de lésions potentiellement mortelles dues à la libération de substances toxiques dans l'œsophage.

LES RECOMMANDATIONS POUR ÉVITER LES ACCIDENTS

Ne laissez jamais des piles bouton de rechange à la portée d'un enfant.

Assurez-vous que les jouets et autres produits utilisant des piles bouton, tels que les petits appareils électroniques, ont des compartiments à piles verrouillables et sécurisés (présence d'une vis).

Méfiez-vous des piles cachées comme dans les cartes de vœux multicolores par exemple.

Surveillez votre enfant lorsqu'il joue et veillez à ce que les tout petits n'empruntent pas les jouets de leurs aînés.

Soyez attentifs à certains objets attractifs pour les enfants qui ne sont pas des jouets : gadgets, objets anti-stress

En cas d'ingestion, même supposée, d'une pile bouton, contactez le 15 ou un centre antipoison en indiquant explicitement à votre interlocuteur qu'il s'agit d'un risque d'ingestion d'une pile bouton, car il y a urgence.

LES RECOMMANDATIONS POUR ÉVITER LES ALLERGIES AVEC LE SLIME

De même, plusieurs cas d'irritations et d'allergies cutanées, parfois sévères, liés à la préparation et la manipulation du Slime ont été signalés par les Centres antipoison. La pâte Slime est commercialisée sous forme prête à l'emploi, en coffrets d'ingrédients à mélanger, ou peut être préparée à la maison à l'aide de tutos. Or, cette préparation "maison" de Slime repose sur un détournement d'usage de solutions de lavage des yeux ou de lentilles de contact ainsi que de lessives ou produits détergents. Des produits qui contiennent des substances pouvant présenter une toxicité pour la santé.

La manipulation de ces produits, de manière répétée et prolongée, peut être à l'origine de dermatites de contact sévères, d'atteintes de la peau et des ongles, de brûlures, rougeurs, eczéma, démangeaisons.

Préférez les formes prêtes à l'emploi ou les coffrets mis sur le marché en tant que jouets qui évitent l'utilisation détournée de produits chimiques.

1/5 - Attention à l'ingestion de billes d'acier

De 3 à 5 mm environ, ces billes peuvent soit provenir de gadgets tels que des objets « anti-stress », ou de



blocs de construction destinés aux adultes, soit entrer dans la composition de certains jouets destinés aux enfants plus âgés. Les billes aimantées ingérées peuvent provoquer des perforations intestinales.

2/5 - Attention à l'ingestion de perles d'eau

Translucides et vivement colorées, les perles d'eau sont souvent utilisées comme articles de décoration ou pour l'hydratation des plants, mais peuvent dans certains cas entrer dans la

composition de certains jouets... Si elles n'ont pas atteint leur taille maximale au moment où l'enfant les avale, les billes peuvent continuer à gonfler dans le tube digestif et causer une occlusion intestinale, parfois mortelle.

3/5 - Attention à l'ingestion de piles bouton

Une pile avalée peut entraîner très rapidement la formation de lésions potentiellement mortelles. Vérifiez que le compartiment à piles des jouets qui en contiennent est bien sécurisé et ne peut pas être ouvert facilement.

4/5 - Attention à la manipulation du slime

Une manipulation répétée et prolongée de cette pâte peut provoquer des irritations et allergies cutanées parfois sévères.

Privilégiez les coffrets pour préparation de Slime vendus dans des magasins de jouets et bénéficiant du marquage CE.

5/5 - Attention aux cosmétiques qui ressemblent à des aliments

Des boules effervescentes pour le bain irritant des bonbons, de sachets de crèmes délipéatoires qui ressemblent à des compotes à boire ou encore des solutions hydroalcooliques vendues dans des petites bouteilles : les imitations de produits alimentaires circulent régulièrement sur le marché. Or, un trop grande ressemblance entre un produit cosmétique et un aliment peut être à l'origine d'ingestion potentiellement grave, en particulier chez l'enfant. Évitez de les laisser traîner à portée des enfants.

INGESTION D'UNE PILE BOUTON : QUE FAIRE ?

Les piles bouton peuvent s'avérer mortelles en cas d'ingestion et les enfants, en particulier les plus petits, sont les plus exposés à ce risque. Les conseils des autorités sanitaires.

Votre enfant a avalé une pile bouton ? La rapidité de réaction est essentielle car même en cas de doute, l'ingestion d'une pile bouton constitue une urgence, rappelle la Haute autorité de Santé ce 16 janvier 2022.

Les piles boutons ou piles plates sont omniprésentes dans notre quotidien : montres, clés, télécommandes, jouets pour enfants, calculatrices, clés de voitures... Ingerées, elles présentent un risque potentiellement mortel en raison de leur toxicité, majoritairement liée à la production d'ions hydroxydes très alcalins qui peuvent causer des brûlures chimiques très profondes. Les enfants, en particulier les plus petits, sont les plus exposés à ce risque.

Et les ingestions sont de plus en plus fréquentes, selon les autorités sanitaires. Entre juin 2016 et juin 2018, 3 enfants en France sont morts après avoir avalé une pile bouton.



APPELER RAPIDEMENT LE SAMU EN CAS D'INGESTION

"Lorsqu'une pile bouton est ingérée, elle peut se bloquer dans l'œsophage et engendrer une brûlure locale dont la gravité augmente de manière importante au-delà de la deuxième heure, souligne la HAS, qui publie ce 22 février 2022 des recommandations établies avec la Société de Toxicologie Clinique. Agir rapidement est donc primordial. Le risque est majoré si la pile est de diamètre supérieur ou égal à 15 mm et lorsque l'enfant est âgé de 5 ans ou moins."

Chaque minute compte : il ne faut pas perdre de temps devant l'ingestion d'une pile bouton, que l'ingestion soit avérée ou simplement supposée. Dans ce cas, il est recommandé de laisser l'enfant à jeun sans tenter de le faire vomir et d'appeler le 15 ou un centre antipoison, afin de déclencher sans délai l'évaluation et la prise en charge adaptée de l'enfant.

Une fois l'enfant arrivé aux urgences ou dans

un cabinet médical, une prise en charge sans temps mort et coordonnée doit s'enclencher, ajoute la HAS, qui a également publié des recommandations destinées aux professionnels de santé. En particulier, il est indiqué qu'une radiographie du thorax doit être réalisée pour confirmer l'ingestion d'une pile et pour en déterminer la localisation. Et parce qu'une pile bloquée dans l'œsophage est une urgence vitale", une endoscopie digestive haute doit alors être effectuée sans délai pour éviter les complications graves, "comme les brûlures œsophagienne sévères, dont le risque est majoré au-delà de 2 h".

RANGER LES PILES HORS DE PORTÉE DES ENFANTS

Les consignes aux parents sont claires : conserver les piles hors de portée des enfants, et surtout vérifier que le compartiment à piles est bien fermé dans les jouets des enfants – avec une vis ou un dispositif de blocage.

ENFANT : CERTAINS JOUETS PEUVENT ÊTRE DANGEREUX

Certains jouets peuvent renfermer des substances pouvant s'avérer nocives pour l'organisme de nos enfants. Il y a donc quelques petites choses à vérifier avant d'acheter un jouet. Formaldéhyde, phtalates, amine, bisphénol A, métaux lourds, retardateurs de flamme bromés, colorants azoïques... certains jouets sont une mine de composés chimiques. Un constat d'autant plus alarmant que les jeunes enfants sont particulièrement vulnérables aux polluants : leurs poumons sont immatures, leur épiderme est plus perméable, leur système immunitaire est en pleine formation, tout comme leur système nerveux. Or dès leur plus jeune âge, les enfants baignent dans un cocktail chimique. Pour de nombreux spécialistes, cette exposition n'est pas sans lien avec l'augmentation de la prévalence des allergies, maladies chroniques et cancers chez l'enfant.

COMMENT BIEN CHOISIR LES JOUETS DE SES ENFANTS ?

Choisir des jouets fabriqués en Europe, même si le logo CE n'est pas gage de garantie (apposé par le fabricant lui-même, il signifie qu'il s'est engagé à respecter les règles de sécurité européennes).

Choisir des produits portant la mention « sans phtalates » et « sans PVC ». Les phtalates les plus dangereux sont interdits pour les enfants de moins de 3 ans, mais ils peuvent tout de même être dans les années à venir. Dans l'attente, on s'abstient.

Pour les jouets en plastique, éviter ceux contenant dans le petit triangle les chiffres 3, 6 ou 7. Ils peuvent contenir du bisphénol A. Éviter les jouets parfumés, choisir des jouets en bois non traités, sans vernis et sans peintures toxiques. Déballer les jouets neufs et les laisser « dégazer » plusieurs jours avant de les donner à son enfant.

JOUET & LABEL

Il n'y a pas de label unique garantissant l'absence de produits toxiques dans les jouets. Certains labels apportent toutefois quelques garanties : pour les jouets en textile, le label Oeko-tex Standard 100 garantit l'absence de produit chimique toxique, le label allemand SpielGut garantit des jouets sans substance toxique. La nouvelle norme NF EN 71-3 contrôle la migration de 19 substances chimiques potentiellement présentes dans les jouets : aluminium, antimoine, arsenic, baryum, bore, cadmium, chrome (2 formes), cobalt, cuivre, plomb, manganèse, mercure, nickel, sélénium, strontium, étain, composés organostanniques et zinc.

LES JOUETS, RÉSERVOIRS À BACTÉRIES

Selon une étude américaine publiée en décembre 2013 dans la revue « Infection and Immunity », certaines bactéries survivraient plus longtemps sur les surfaces inanimées telles que les jouets. Les bactéries *Streptococcus pneumoniae* et *Streptococcus pyogenes* (notamment responsables des infections des oreilles et des voies respiratoires) restent en effet à la surface des jouets et autres objets solides inanimés sous la forme de biofilms. Conclusion : on nettoie régulièrement les jouets de bébé.

BONBONS DURS

LA CAUSE PRINCIPALE D'ÉTOUFFEMENT CHEZ LES ENFANTS

Une étude américaine révèle que les étouffements des enfants à cause des bonbons durs représentent 15,5% des admissions aux urgences aux États-Unis. Les autres types de bonbons, la viande et les os sont également pointés du doigt.

Les bonbons durs ne sont pas uniquement nocifs pour les dents de vos enfants, ils sont également la première cause d'étouffement chez les petits âgés de moins de 5 ans. Une étude américaine parue dans la revue scientifique *Pediatrics* révèle la liste des aliments le plus souvent responsables des admissions aux urgences pour asphyxie.

D'après les travaux des chercheurs, 15,5% de ces visites à l'hôpital, qui ont eu lieu entre 2001 et 2009 aux États-Unis, ont été causées par des bonbons durs.

La liste continue avec les autres types de bonbons (12,8% des admissions), la viande (12,2%), les os (12%), les fruits et légumes (9,7%), le lait (6,7%) ou encore, les fruits à coques (6,5%). Parmi les 112 000 admissions aux urgences sur lesquels les experts se sont penchés, "la plupart des patients (87,3%), ont été traités et

renvoyés chez eux, mais dans 10% des cas, les enfants ont été hospitalisés et 2,6% ont quitté l'hôpital contre l'avis des médecins", expliquent les auteurs de l'étude. L'âge moyen des enfants traités pour ces étouffements non mortels liés à la nourriture est de 4,5 ans. Les bébés de moins d'un an représentent 37,8% des cas et les garçons semblent être plus sujets à ce type d'accident (55,4% des cas).

"Il s'agit de la première étude représentative au niveau national américain dans laquelle des chercheurs se sont concentrés sur l'étouffement traité aux urgences sur une période de plusieurs années. L'amélioration de la surveillance, l'étiquetage des aliments et une sensibilisation du public sont des techniques qui peuvent aider à réduire le nombre d'étouffements", concluent les scientifiques.



QUE FAIRE QUAND UN ENFANT A AVALÉ UN LEGO ?

Pour rassurer les parents inquiets lorsque leur enfant avale un Lego, 6 pédiatres de Grande-Bretagne et d'Australie ont tenté l'expérience...

C'est à une expérience insolite que se sont prêtés 6 pédiatres britanniques et australiens. Pour répondre à l'inquiétude de nombreux parents dont les enfants avaient toutes sortes de petites pièces, ils ont décidé d'avaler la tête de petites

figurines Lego. "L'objectif était de déterminer le temps de transit typique d'un objet couramment avalé" expliquent-ils dans leur étude publiée l'édition de Noël du *Journal of Pediatrics*.

Oui, les legos finissent par ressortir. Les scientifiques ont donc fouillé dans leurs selles afin de vérifier que la figurine ne restait pas coincée dans l'un des méandres du côlon et, surtout, qu'elle

n'était pas digérée par l'organisme. Résultat : il faut compter entre 1 et 3 jours pour qu'un jouet ingéré finisse par ressortir. "Même si, pour l'un des participants, il a fallu attendre plus de deux semaines pour retrouver le jouet!" déclare Grace Léo, l'une des pédiatres ayant participé à l'expérience. Cette dernière a rassuré les parents rassuré les parents en leur disant qu'ils n'avaient

ressenti aucune douleur ni aucun effet nocif. "Les médecins rappellent toutefois aux parents que si l'objet avalé par leur enfant a une longueur de 5 cm et une largeur d'au moins 2,5 cm, ils doivent absolument consulter un médecin. C'est également le cas s'il s'agit d'un objet coupant, de pièces de monnaie, d'aiguilles ou de piles boutons.

MORT SUBITE DU NOURRISSON

LES PELUCHES, COUVERTURES ET OREILLERS SONT RESPONSABLES DE LA MAJORITÉ DES CAS

Selon une récente étude américaine, la mort subite du nourrisson (MSN) est provoquée, dans la majorité des cas, par un "environnement de sommeil dangereux".

Selon Santé Publique France, la mort subite du nourrisson (MSN) se définit comme le "décès inexpliqué d'un enfant de moins d'un an, survenant inopinément pendant le sommeil, qui reste inexpliqué après des investigations post-mortem comprenant une autopsie complète et une revue complète des circonstances du décès et de l'histoire clinique". Chaque année, en France, environ 400 bébés (souvent âgés de moins de 6 mois) sont victimes d'une mort subite du nourrisson – on parle aussi de "mort inattendue du nourrisson" (MIN). La mort subite du nourrisson (MSN) est un phénomène de mieux en mieux compris par les scientifiques : ainsi, on sait aujourd'hui qu'un environnement de sommeil non-sécurisé constitue un facteur de risque majeur.

Oreillers, coussins, couvertures, tours de lit... Pas avant l'âge de 18 mois !

Justement : une récente étude publiée par l'American Academy of Pediatrics s'est intéressée aux causes de la mort subite du nourrisson (MSN). Les chercheurs américains ont étudié 12 000 cas de MSN survenus aux États-Unis entre 2011 et 2017 : primo, il ont constaté que 31 % des décès résultaient d'un étouffement (ou d'un "probable



étouffement") de l'enfant. Deuxio, les "environnements de sommeil dangereux" étaient impliqués dans environ 72 % des cas.

Qu'appelle-t-on un "environnement de sommeil dangereux" pour un bébé ? Les scientifiques pointent notamment du doigt la "litière molle", mise en cause dans environ 75 % des cas d'étouffement. Pour rappel, lors de ses premiers mois de vie, le bébé a besoin d'un matelas assez ferme (densité

comprise entre 21 et 23 kg/m3 pour un matelas en mousse synthétique) pour prévenir la MSN.

En outre, les chercheurs américains soulignent que les peluches, les oreillers, les coussins, les couvertures, les tours de lit... sont à proscrire avant l'âge de 18-20 mois en moyenne – demandez conseil à votre pédiatre ! Enfin, comme le rappelle l'Académie Nationale de Médecine, le bébé doit impérativement être couché sur le dos.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC Brahim Ghali exhorte l'Espagne à assumer son rôle dans l'aboutissement de la décolonisation du Sahara occidental

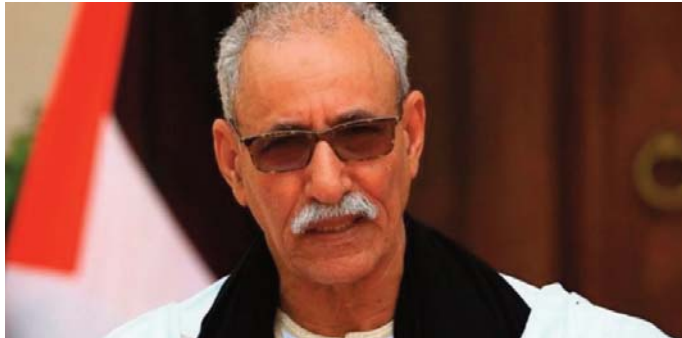
L'Espagne a une responsabilité juridique, historique, politique et morale envers le peuple sahraoui, et doit assumer son rôle dans l'aboutissement de la décolonisation du Sahara occidental occupé, a affirmé le président de la République sahraouie, Brahim Ghali.

«L'Espagne ne peut abandonner unilatéralement sa responsabilité juridique, historique, politique et morale envers le peuple sahraoui.

C'est la puissance administrante du Sahara occidental et c'est à elle d'assumer son rôle essentiel dans l'aboutissement de la décolonisation du territoire», a déclaré M. Ghali à l'agence de presse espagnole Efe, à l'occasion de sa participation au sommet entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) à Bruxelles.

Cependant, il a rejeté l'idée que la sortie de ce conflit passe par une certaine forme d'«autonomie» du Sahara occidental, l'option proposée par le Maroc, car «elle ne propose pas de solution mais plutôt un fait accompli d'occupation illégale».

M. Ghali a dit «continuer à croire en la Communauté internationale, représentée par l'ONU, qui doit garantir l'autodétermination et l'indépendance d'un peuple pacifique et patient comme le peuple sahraoui», comme



elle l'a déjà fait avec «des conflits similaires, comme ceux du Timor oriental et de la Namibie».

«Le dernier cas de décolonisation en Afrique ne peut pas être une exception», a-t-il soutenu.

Concernant la Mission onusienne pour le référendum au Sahara occidental (Minurso), Ghali a dénoncé le fait qu'elle soit devenue «un simple instrument entre les mains du Maroc pour légaliser son occupation illé-

gale, limitant sa tâche au maintien du cessez-le-feu» (rompu en 2020), dans le but d'«enterrer son mandat principal, qui porte son nom, à savoir le référendum d'autodétermination».

Et, dans ce sens, il a estimé que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait «assumer sa responsabilité de remettre les choses à leur place afin que la Minurso remplisse la mission qu'il (le Conseil, ndr) lui a confiée il y a trente ans».

Au sujet de son séjour en Espagne au printemps dernier pour des raisons médicales dues au COVID-19, M.

Ghali a précisé que «tout le monde connaissait les conditions de (son) arrivée en Espagne et le motif de (son) accueil, qui était exclusivement humanitaire.

Il a été politiquement instrumentalisé, comme c'est la tradition de la part du Maroc, pour faire chanter le gouvernement de l'époque en Espagne, de Pedro Sanchez».

BURKINA FASO Décès du président du Conseil constitutionnel

Le président du Conseil constitutionnel du Burkina Faso, Kassoum Kambou, âgé de 66 ans, est décédé samedi à Paris où il avait été évacué pour des soins médicaux, a annoncé la présidence du Burkina Faso dans un communiqué.

Le président du Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, «a le profond regret d'informer l'opinion du décès ce samedi à Paris en France de Monsieur Kassoum Kambou président du Conseil constitutionnel des suites de maladie», indique ce communiqué.

Hospitalisé depuis plusieurs jours à Ouagadougou, il avait «été évacué dans la nuit de vendredi pour une meilleure prise en charge», a indiqué aux médias un membre de son entourage.

Président du Conseil constitutionnel depuis février 2015, M. Kambou n'avait pas pu présider mercredi la cérémonie de prestation de serment comme président de M. Damiba, qui a pris le pouvoir le 24 janvier par un coup d'Etat ayant renversé le président élu Roch Marc Christian Kaboré.

Quatrième personnage de l'Etat, M. Kambou était le troisième président de cette juridiction de l'Etat, née de l'éclatement de la Cour suprême en 2000.

LIBYE Williams appelle les acteurs politiques à se concentrer sur les élections

La conseillère spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Stéphanie Williams, a appelé, dimanche, de nouveau tous les acteurs politiques libyens à se concentrer sur le processus électoral et à maintenir le calme existant dans le pays.

Williams s'exprimait dimanche dans un tweet après sa rencontre, samedi, avec les membres du Haut Conseil d'Etat libyen, Belkacem Ikzit et Abdullah Jawan. La réunion a porté sur la situation politique dans le pays, selon la diplomate américaine.

«Hier, j'ai rencontré les membres du Haut Conseil d'Etat, Belkacem Ikzit et Abdullah Jawan, pour discuter de la situation politique actuelle (en Libye), et j'ai réaffirmé la nécessité pour les différentes forces politiques libyennes de rechercher le plus large consensus possible, grâce à un processus complet et transparent», a-t-elle écrit. Et Williams d'ajouter : «J'ai également renouvelé mon appel à tous les acteurs pour qu'ils continuent à se concentrer sur le processus électoral conformément à la demande du peuple libyen et à maintenir le calme existant dans le pays».

SOUDAN nouvelle manifestation à Khartoum

Des milliers de Soudanais ont manifesté dimanche à Khartoum, au moment où l'émissaire de l'ONU pour les droits humains entame sa première visite depuis le coup de force militaire d'octobre.

Les manifestants brandissaient les portraits des 81 manifestants tués dans les troubles ayant suivi le coup de force mené par le général Abdel Fattah al-Burhane le 25 octobre, selon des correspondants de presse sur place. Les forces de sécurité ont tiré des grenades lacrymogènes sur les manifestants qui tentaient de s'approcher du palais présidentiel, où siège le chef de l'armée, le général Burhane. Elles ont également mis en branle leurs canons à eau.

Au même moment, des dizaines de partisans de l'ex-président Omar al-Bachir, renversé en 2019 sous la pression de la rue, étaient rassemblés devant le tribunal de Khartoum en soutien à Ibrahim Ghandour, son ancien ministre des Affaires étrangères.

L'homme, en grève de la faim depuis un mois avec plusieurs anciens responsables du régime al-Bachir, s'y trouvait pour une nouvelle audience de son procès pour un coup d'Etat manqué en juillet 2020.

Par ailleurs, l'expert onusien des droits humains, le Sénégalais Adama Dieng, devra rencontrer, ce dimanche à Khartoum, divers responsables ainsi que des acteurs de la société civile pour tenter de faire la lumière sur les troubles qui secouent le pays.

APS

FRANCE-SAHARA OCCIDENTAL-UE-UA Le sommet UE/UA doit être impliqué dans l'application du droit international en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui

L'Association française des Amis de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a indiqué que le sommet de coopération Union européenne (UE)/Union africaine (UA) devait être impliqué dans l'application du droit international en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui.

A cette occasion, l'association des Amis de la RASD s'est adressée au Président français, Emmanuel Macron, qui a coprésidé jeudi et vendredi ce sommet à Bruxelles pour lui rappeler combien l'UE et l'UA «sont impliquées dans l'application du droit international en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui». «Lui rappeler aussi qu'un tel sommet devrait permettre d'engager un processus d'application réelle du plan de règlement de 1991 en s'appuyant sur les dispositions de l'Acte constitutif de l'UA relatif à l'intangibilité des fron-



tières coloniales et sur les récents arrêts de la Cour de justice européenne, qui rappellent que le Maroc n'est pas souverain au Sahara occidental et que ce territoire est séparé et distinct du Maroc», selon la lettre de l'association.

Et d'ajouter que la participation du Président sahraoui Brahim Ghali et de toute la délégation de la RASD à Bruxelles, à l'occasion du sommet Union européenne/Union africaine, «nous ho-

nore, comme nous honore l'existence d'un Etat sahraoui (...) qui, depuis 46 ans, construit pas à pas ses institutions au service du peuple sahraoui et de sa lutte pour l'indépendance».

Le Président sahraoui a conduit une importante délégation aux travaux du 6e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA et de l'UE à Bruxelles, représentant la RASD, pays membre fondateur de l'UA.

DIPLOMATIE Le président turc entame une nouvelle tournée africaine

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est rendu ce dimanche en République démocratique du Congo (RDC) dans le cadre d'une nouvelle tournée africaine du 20 au 23 février.

Selon l'agence de presse Anadolu, M. Erdogan s'est envolé vers la capitale Kinshasa, qui constitue la première étape de sa tournée, accompagné d'une large délégation ministérielle. Le président turc se rendra également au Sénégal et en Guinée-Bissau. Les diffé-

rents aspects de la coopération entre la Turquie et ces trois pays ainsi que les possibilités de renforcement des relations dans tous les domaines, seront abordés lors des réunions officielles qui se tiendront dans le cadre de la tournée. Au Sénégal, M. Erdogan assistera aux côtés du président du Sénégal, Macky Sall et des chefs d'Etat d'autres pays, à la cérémonie d'inauguration du Stade olympique de Dakar d'une capacité de 50.000 specta-

teurs, réalisé par une entreprise turque.

Le président turc doit également tenir des entretiens bilatéraux avec les dirigeants des pays participants à l'événement. Il procédera également à l'inauguration officielle du nouveau bâtiment de l'ambassade à Dakar.

Concernant la visite d'Erdogan en Guinée-Bissau, elle sera la première visite officielle d'un président turc dans ce pays de l'Afrique de l'ouest.



PALESTINE

Condamnations internationales après l'expulsion de Palestiniens de leurs maisons à Al-Qods

La communauté internationale a exprimé dimanche sa préoccupation et sa condamnation de l'expulsion par les forces d'occupation sioniste de familles palestiniennes de leurs maisons à Al-Qods occupée, tout en appelant à mettre fin aux pratiques sionistes.

Les ministères des Affaires étrangères de Jordanie, d'Egypte, d'Allemagne et de France ont affirmé - à l'issue de la cinquième réunion ministérielle du Groupe de Munich - que la construction de colonies, la saisie des terres palestiniennes, l'expulsion forcée des Palestiniens de leurs maisons et les actes de violence et d'incitation "sapent la solution à deux Etats", appelant à la protection des habitants palestiniens de Sheikh Jarrah et Silwan.

L'Union européenne (UE) a indiqué, pour sa part, que "la violence des colons et les provocations irresponsables (...) augmente la tension et doit s'arrêter".

De son côté, le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez Parrilla, a condamné "fermement l'expulsion de familles palestiniennes de leurs maisons à Al Qods occupée", signalant que ces expulsions sont en violation de la



Charte des Nations unies, et du droit du peuple palestinien à un Etat souverain et indépendant à l'intérieur des frontières d'avant 1967 avec Al-Qods comme capitale. D'autre part, Amnesty International a averti les autorités sionistes que le transfert forcé de Palestiniens est "un crime de guerre". L'ONG

a appelé les autorités de l'occupation sioniste à "arrêter immédiatement les expulsions et à mettre fin au déplacement forcé en cours des Palestiniens d'El Qods-Est. Enfin, L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a appelé l'Entité sioniste, en tant que puissance occupante, à

"assurer la protection des civils, y compris les réfugiés palestiniens, et à mettre immédiatement un terme à toutes les expulsions et démolitions en Cisjordanie, y compris" à El Qods-Est, appelant "au calme et à prendre des mesures actives pour désamorcer la situation".

UKRAINE-ETATS UNIS-RUSSIE

La Russie peut attaquer l'Ukraine «à tout moment», répète Washington

La Russie peut lancer une attaque sur l'Ukraine «à tout moment», a répété samedi la Maison Blanche, alors que les tensions sont à leur comble entre Moscou et l'Occident.

Le président américain Joe Biden doit participer dimanche à une rare réunion du Conseil de sécurité nationale consacrée à la crise ukrainienne, a indiqué la porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki dans un communiqué. M. Biden a été tenu informé des discussions, à la conférence sur la sécurité de Munich, entre dirigeants occidentaux sur la crise en cours, et ses conseillers à la sécurité nationale «ont réaffirmé que la Russie pourrait lancer une attaque sur l'Ukraine à tout moment», a ajouté Mme Psaki. Depuis



près de trois mois, Washington n'a cessé de sonner l'alerte sur les préparatifs d'une offensive russe en Ukraine.

Vendredi, M. Biden s'était dit, pour la première fois, «convaincu» que son homologue russe Vladimir Poutine

avait décidé d'envahir l'Ukraine «dans les prochains jours», et que la multiplication actuelle des heurts sur la ligne de front dans l'est du pays visait à créer une «fausse justification» pour lancer l'offensive.

MALTE

Elections générales annoncées pour le 26 mars

Malte va organiser des élections générales le 26 mars, a annoncé dimanche le Premier ministre de l'île méditerranéenne, Robert Abela. «Au cours des prochaines heures, je vais me rendre auprès du président et lui conseiller de dissoudre le parlement, afin de tenir des élec-

tions générales le 26 mars», a déclaré M. Abela lors d'un rassemblement à Floriana, près de La Valette. M. Abela dirige Malte depuis janvier 2020 et la démission de son prédécesseur Joseph Muscat à la suite d'une crise politique autour du meurtre de la journaliste d'investigation Daphne

Caruana Galizia. Son élection à la tête du Parti travailliste en remplacement de M. Muscat l'avait fait devenir automatiquement Premier ministre. Selon des sondages, les travaillistes sont crédités d'une bonne longueur d'avance par rapport à l'opposition du Parti nationaliste.

M. Abela devrait faire campagne en mettant en avant sa gestion de la pandémie et la bonne santé de l'économie de l'île. Face à lui, le dirigeant nationaliste Bernard Grech pourrait choisir de dénoncer le bilan du gouvernement en matière de respect de l'Etat de droit, et la corruption.

BÉLARUS

Les manœuvres des troupes russes vont se poursuivre

Le Bélarus a annoncé dimanche que les exercices militaires conjoints avec la Russie menés sur son territoire, qui devaient se terminer le jour même, se poursuivraient en raison de l'aggravation des tensions en Ukraine voisine. «Compte tenu de la hausse de l'activité militaire près des frontières (...) et de l'aggravation de la situation dans le Donbass, les présidents du Bélarus et

de la Russie ont décidé de poursuivre l'inspection des forces», a indiqué dimanche le ministre bélarusse de la Défense, sur son compte Telegram. Au cours de cette «inspection» des troupes, terme désignant les manœuvres, les «éléments de la défense» du Bélarus et de la Russie «qui n'ont pas été abordés de manière aussi détaillée lors de l'entraînement précédent, seront examinés

en profondeur», a poursuivi le ministre. Selon Minsk, l'objectif des manœuvres reste «d'assurer une réponse adéquate et une désescalade des préparatifs militaires menés par des personnes mal intentionnées près des frontières». L'est de l'Ukraine, où les forces de Kiev combattent depuis 2014 des séparatistes, est en proie depuis plusieurs jours à une nouvelle flambée de tirs.

BRÉSIL-ETATS UNIS-RUSSIE-UKRAINE

Le Brésil rejette les critiques des Etats-Unis sur le récent voyage de Bolsonaro à Moscou

Le Brésil a rejeté samedi les critiques de Washington sur le récent voyage du président Jair Bolsonaro en Russie en pleine crise ukrainienne.

Le ministre des Affaires étrangères brésilien a dit «regretter le ton» employé vendredi par la porte-parole de la Maison blanche, Jen Psaki. Celle-ci a estimé que la visite de M. Bolsonaro à Moscou avait éloigné le Brésil de la «grande majorité de la communauté internationale». Washington avait tenté de dissuader Jair Bolsonaro de se rendre en Russie en pleine crise russo-occidentale concernant l'Ukraine.

Mais le dirigeant brésilien, dont c'était le premier voyage officiel à Moscou, avait maintenu sa visite. Mercredi, après sa rencontre avec le président Vladimir Poutine, Jair Bolsonaro a exprimé sa «solidarité» avec la Russie.

Le lendemain, le Département d'Etat américain a adressé une réprimande inhabituelle au Brésil, normalement considéré comme un allié.

«Le moment où le président brésilien exprime sa solidarité avec la Russie, lorsque les forces russes se préparent à lancer des attaques sur les villes ukrainiennes, ne pourrait pas être plus mal choisi», a-t-il fait savoir.

«La grande majorité de la communauté mondiale partage la même opinion, une opinion selon laquelle envahir un autre pays, tenter de s'emparer d'une partie de son territoire, terroriser sa population, n'est certainement pas en accord avec les valeurs mondiales», a renchéri vendredi la porte-parole de la Maison Blanche interrogée lors d'une conférence de presse sur l'expression de «solidarité» utilisée par M. Bolsonaro envers la Russie.

«Je pense donc que le Brésil est peut-être à l'opposé de la majorité de la communauté internationale», a ajouté Mme Psaki. Le Brésil «ne considère pas que de telles extrapolations des commentaires du président soient constructives ou utiles», a répondu le ministre des Affaires étrangères.

M. Bolsonaro est un fervent admirateur de l'ex-président américain Donald Trump (2017-2021). Mais les relations avec Washington se sont refroidies depuis l'arrivée au pouvoir du démocrate Joe Biden qui a critiqué le Brésil sur la gestion de la déforestation en Amazonie sous le mandat du président d'extrême droite. M. Bolsonaro ne cache pas non plus son admiration pour Vladimir Poutine, en qui il voit un «homme fort».

CROATIE

Un ministre limogé pour abus de pouvoir présumé

L'un des principaux ministres croates a été limogé samedi, après son arrestation dans le cadre d'une enquête pour corruption, un coup dur pour le gouvernement conservateur.

Le ministre de la Construction Darko Horvat, 51 ans, est soupçonné d'avoir autorisé le versement «infini» de plus de 350.000 euros de subventions en 2018, alors qu'il était ministre de l'Economie par intérim, a indiqué le bureau national anticorruption USKOK dans un communiqué.

Quelques heures après son arrestation, le gouvernement croate a annoncé le limogeage du ministre.

«Le Premier ministre Andrej Plenkovic a démis Darko Horvat de ses fonctions de ministre de la Construction, de la Planification et des Biens de l'Etat», selon un communiqué du gouvernement.

Le Premier ministre a néanmoins interpellé les procureurs, en estimant que le moment choisi n'était «pas neutre» et en demandant en quoi l'arrestation était une «urgence».

«Cette mesure me semble disproportionnée, compte tenu de l'affaire en question», a déclaré M. Plenkovic lors d'une conférence de presse télévisée.

M. Plenkovic a tenu à souligner que sa majorité parlementaire était stable et il a rejeté l'hypothèse d'une élection anticipée.

La lutte contre la corruption avait été l'une des clés du succès de la candidature de la Croatie à l'Union européenne (UE), en 2013.

GHARDAIA

La promotion de la langue amazighe tributaire de sa pratique quotidienne

La préservation et la promotion de la langue amazighe restent tributaires de sa pratique quotidienne et des institutions sociétales, éducatives et culturelles du pays, estiment de nombreux amazighophones de la région du M'zab.

Les acquis enregistrés dans l'institutionnalisation et la promotion de la langue amazighe doivent être confortés et encouragés de manière proactive par une production culturelle, littéraire, cinématographique et musicale en variante amazighe locale, soutiennent de nombreux étudiants interrogés par l'APS à l'occasion de la double célébration de la journée internationale des langues maternelle (21 février) et de la semaine des langues africaines.

Pour les Ghardaouis amazighophones, la langue amazighe est fortement pratiquée entre les citoyens à différents niveaux, à travers la promotion de l'utilisation de cette langue dans les supports d'information et de communication, en particulier les sites web, la radio, les réunions entre amazighophones ainsi que la propagation des chansons locales amazighes, jadis considérées comme «Tabou».

«La chanson et les chora les en variante amazighe locale ont contribué à perpétuer la langue», estime Youcef Lassaker, un féru de la langue amazighe locale, avant d'ajouter que beaucoup reste à faire pour promouvoir réellement la culture et la langue amazighe dans la région».

Un changement progressif des mentalités a permis de franchir une étape importante depuis les années 90 avec l'apparition de nombreux jeunes chanteurs en langue amazighe locale, pour la promotion de la langue et sa préservation. Pour ce qui est de l'enseignement de la langue amazighe à Ghardaia, pas moins de 6.000



élèves étudient la variante locale du M'zab, sous la conduite de près de 40 enseignants et selon un programme élaboré par le ministère de l'Éducation nationale, a affirmé Massinissa Ouali, inspecteur de la langue amazighe à Ghardaia.

M.Ouali pense que la promotion de cette langue et de sa culture passe nécessairement par «la mise en valeur d'activités artistiques et culturelles et la pratique quotidienne de cette langue».

«Mon expérience professionnelle montre que l'art dramatique, les activités théâtrales et la production littéraire sont des moyens appropriés pour la promotion de la langue et la culture amazighes, qui constituent un capital fondamental de notre personnalité et identité», a-t-il souligné.

Avancées significatives dans l'enseignement amazigh

L'Algérie a réalisé des «avancées significatives» pour la promotion et l'enrichissement de l'enseignement de la langue amazighe, dans toute sa diversité et ses 13 genres parlés en Algérie, a souligné Nouredine Semaoui, un enseignant de Ghardaia à la retraite. «La promotion de la cul-

ture amazighe nécessite la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs, institutions, individus et collectivités», a-t-il soutenu, soulignant que «seule la pratique quotidienne de cette langue et la créativité culturelle permettent de la sauvegarder».

Le renforcement de la place de la culture et la langue amazighes au sein du tissu culturel national nécessite des études de recherches linguistiques, une production littéraire, la traduction à partir des autres langues vers la langue amazighe et la formation d'enseignants, tout en incitant la population à la lecture, a estimé également M.Semaoui.

Se félicitant de l'intégration de la langue amazighe dans les programmes scolaires dans la wilaya, M. A.Bakir, travailleur à la radio, a indiqué que la radio locale joue également un rôle important et diffuse quotidiennement des émissions dédiées à la femme et à la famille, en plus du programme d'information en langue amazighe. Ajouter à cela la production générale et va riée dédiée au large public amazigh, la chaîne 4 de l'ENTV diffuse quotidiennement des émissions culturelles de divertissement et d'information ainsi que le lancement par l'agence APS d'un site en langue amazighe qui a permis d'offrir l'actualité dans cette variante linguistique, tant pour le public que pour les professionnels du secteur. Outre cela, de nombreux membres de la société civile utilisent la langue amazighe locale via les réseaux sociaux et les SMS (Short Message Service) pour les actions de sensibilisation, d'information et de commerce.

CINÉMA

Le festival international cinématographique d'Imedghassen à Batna reporté au 10 mai prochain

La 2e édition du Festival international cinématographique d'Imedghassen (Batna) a été reportée au 10 mai prochain en raison de la situation sanitaire due à la pandémie de Covid-19, selon les organisateurs.

En raison de la pandémie de Covid19 qui a affecté le monde entier et entraîné des perturbations dans de nombreux pays dont l'Algérie notamment la fermeture de certains aéroports, il est impossible pour les hôtes étrangers de venir en Algérie et participer à cette édition», indique un communiqué du commissariat du festival.

Les hôtes, algériens et étrangers, ont confirmé «leur présence en mai, après le mois de Ramadan», a précisé la même source.

Cette édition a été également reportée, selon le communiqué, pour des raisons financières. Quelque 29 films de 25 pays seront en lice au concours international du meilleur court-métrage dans le cadre de la 2e édition du Festival international cinématographique d'Imedghassen qui se déroulera du 1 au 5 mars prochain, selon les organisateurs.

Organisé par l'association culturelle Lemssa, le festival d'Imedghassen tend à «contribuer à la relance de l'industrie cinématographique en Algérie» et à «promouvoir le patrimoine touristique de la wilaya de Batna. Pour rappel, le film germano-palestinien «Maradona's legs» du réalisateur Firas Khoury a décroché le prix du meilleur court métrage lors de la 1e édition du festival organisée en 2021.

FESTIVAL NATIONAL UNIVERSITAIRE DU COURT-MÉTRAGE

«I got hacked» sacré meilleur film

Le film «I got hacked» de la direction des œuvres universitaires de Sidi Amar de l'université Badji Mokhtar d'Annaba a été sacré meilleur film de la 7ème édition du Festival national universitaire du court-métrage clôturée samedi à Batna au terme de deux jours de compétition.

Sélectionné parmi 14 courts métrages en lice durant l'édition 2022 du Festival, «I got hacked», du jeune étudiant Mohamed Mounir Hedlane, qui aborde le sujet du piratage des comptes et des pages personnelles sur les réseaux sociaux, a convaincu le jury composé d'académiciens et d'artistes, a indiqué Larbi Boulbina, artiste, dramaturge et membre du jury.

La cérémonie de clôture du Festival, organisé par la Direction des œuvres universitaires Batna-Bouakal, s'est déroulée à la cité universitaire «frères chouhada Oudjera», au chef-lieu de wilaya, en présence d'invités de plusieurs universités et directions des œuvres universitaires du pays, d'artistes de théâtre et de cinéma.

Le prix du meilleur montage a été décerné au film «Avant-première» de la cité universitaire Ahmed Draïa d'Adrar, tandis que le film «Oukdet El Ma dhi» (complexe du passé) de la direction des œuvres universitaires Batna-Bouakal a obtenu le prix de la meilleure musique et des effets spéciaux et celui de la meilleure

interprétation féminine, qui est revenu à l'étudiante Hadil Bouta.

Le prix de la meilleure interprétation masculine a été partagé par Akram Belferag, pour son rôle dans le film «Irtth Echaitane» (Legs du diable) de la direction des œuvres universitaires Ain Bey de Constantine, et Dhaoui Bahloul pour son rôle dans le film «El Ikhtiyar El Akhar» (L'autre choix) de la direction des œuvres universitaires de Tébessa.

L'université de Sétif a obtenu le prix du meilleur scénario pour le film «Jinayate 51» et l'université Badji Mokhtar d'Annaba celui de la meilleure mise en scène pour le film «Facture».

La cité universitaire Mouley Tahar de l'université de Saïda s'est vue attribuer, pour sa part, le prix du jury pour son film «Ikram».

Durant la clôture, le sous-directeur de l'animation en milieu universitaire au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Smail Inzarène, a indiqué que l'année 2022 verra la tenue d'activités de «qualité» programmées par le ministère à l'occasion du 60ème anniversaire de la fête de l'indépendance, dont la semaine scientifique, culturelle et sportive, prévue en mai prochain à Sé tif, pour la célébration de la journée de l'étudiant.

L'objectif à travers l'encouragement de ces activités, a-t-il noté, est de favoriser une large participation es-

tudiantine et de renforcer la coordination entre la pédagogie et les œuvres universitaires qui appartiennent au même secteur.

Le commissaire de ce Festival national, Bachir Moustiri, également directeur des œuvres universitaires Batna-Bouakal, a souligné que compte tenu de la conjoncture sanitaire exceptionnelle liée à la pandémie de Covid-19, le recours à la projection des films à distance a permis aux étudiants et à la majorité des participants de suivre le déroulement du Festival sur la chaîne de la direction sur Youtube.

Les invités d'honneur du Festival, notamment les artistes Fatima Soltane et Fatima Amel Belhamissi ont considéré que le festival constitue «une opportunité et un espace de découverte de jeunes talents au sein de la communauté estudiantine».

Selon les organisateurs, le Festival dont les prix seront remis au cours de la semaine scientifique, culturelle et sportive prévue en mai prochain à Sétif, a connu la participation de 14 courts-métrages retenus pour la compétition et huit autres hors compétition, de plusieurs universités et directions des œuvres universitaires du pays. Des ateliers de formation aux métiers du cinéma ont été organisés au profit des étudiants en marge du festival.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DAIRA DE CHELLAL
COMMUNE DE KHATTOUTI SED EL DJIR
NIF:098428325037615

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°01/2022

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale De Khattouti Sed El Djir lance Appel d'offres ouvert pour: **revêtement des routes de l'APC**

Lot 01 : revêtement avec 03 couches la route de DIALEM-SUD.

Lot 02 : revêtement avec 03 couches le chemin rurale de DAYAT ELADJRAM (1ere charge)

Les entreprises intéressées spécialisées, qualifiées, peuvent retirer le cahier de charges de LA COMMUNE DE Khattouti Sed El Djir " service du marchés " de la somme (6.000,00 D.A).

Les offres (dossier candidature, dossier techniques, dossier financier) doivent être obligatoirement accompagnés des pièces suivantes:

1/ dossier de candidature

- déclaration de candidature (remplis, daté, Signé, cacheté.)

- Déclaration de Probité (remplis, daté, Signé, cacheté.)

- Statut particulier de l'entreprise (copie).

- les doucement relatifs aux pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise

- Certificat de qualification principalement (Travaux publics) (copie).

- Bilan financiers de 03 derniers années (-2020-2019-2018) (copie).

- La liste des moyens humains (il faut présenter l'attestation d'affiliation à la CNAS et CACOBATH avec diplômes d'affiliation en CNAS pour les cadres conducteur de travaux) (copie).

- Liste du matériels (liste matériels détaillés copie de l'expert ou copie dument par le même l'expert

De l'année 2019 jusqu'à l'ouverture des enveloppes (Attaché aux pièces justificatives) (copie).

- Planning d'exécution des travaux remplie signée et daté.

Observation - les doucement justifiant les informations contenues dans la déclaration de

candidature sont exigés uniquement de attribuaire du marché public . que doit les fournisseurs

dans un délai maximum de dix (10) jour a compter de la date de sa saisine. Et .en tout état de

02/Offre technique:

- Déclaration à souscrire (remplis, daté, Signé, cacheté.)

- un mémoire technique justificatifs (remplis, daté, Signé, cacheté.)

- Cahier des charge portent à la dernière page. la mention manuscrite (lu et accepté).

03/ Offre financière:

- La lettre de soumission (remplis, daté, Signé, cacheté.)

- Boudreau des prix unitaires (remplis, daté, Signé, cacheté.)

- Devis estimatif et quantitatif (remplis, daté, Signé, cacheté.)

Et doivent parvenir sous enveloppe ; Une enveloppes extérieure qui contiendra 03

enveloppes, séparés, l'une portant la mention ; dossier de candidature et l'autre dossier techniques et l'autre

dossier financier Cachetée et anonyme portant la mention suivante:

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°01/2022

- revêtement des routes de l'APC -

Lot N.....

a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et dévaluation des offres

La date limite de dépôt des offre et fixée à 12 jour a premier parution dans les cet quotidiens ou le bulletin officiel des marchés de L'opérateur public (BOMOB) de (08:00) à (12.00) heures. au siège de la commune de Khattouti Sed El Djir " service du marchés "

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée 03 mois+ la durée

- Ce présent appel d'offres est considéré comme convocation aux soumissionnaires pour assister à

l'ouverture des plis qui aura lieu au siège d'A.P.C, la même date du dernier jour de cet appel à partir de 13h30

NB Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal. La durée d'ouverture est

prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant

CONSTANTINE 45 exposants présentent des solutions intelligentes au salons constructions modernes

Le deuxième Salon national des constructions modernes et des nouvelles technologies "BUILTEC 2022" s'est ouvert dimanche à Constantine avec la participation de 45 exposants représentant plusieurs secteurs d'activités en rapport avec l'habitat et les nouvelles technologies.



Inauguré par le chef de l'exécutif local, Messaoud Djari, et devant se poursuivre jusqu'au 23 février courant, la Salon a vu la participation de 45 exposants venus des quatre coins du pays qui ont présenté des solutions modernes intelligentes dans les domaines de la construction, l'aménagement et l'équipement.

Parmi les exposants figurent également des fournisseurs de service en rapport avec le secteur de l'habitat comme les promoteurs immobiliers, les laboratoires d'essais et de contrôle, les bureaux d'étude et autres représentants de banques et d'assurance, ainsi que des entreprises versées dans le domaine du numérique, de l'informatique et des Tic (technologies de l'information et de la communication).

"La manifestation est une opportunité pour les professionnels du secteur de l'habitat de découvrir les dernières évolutions et les solutions intelligentes utilisées dans le domaine de construction et les innovations technologiques de conception adoptées afin d'être au diapason des exigences de l'heure pour une vie confortable avec moins de dépenses", a déclaré le directeur de la société organisatrice de l'événement "Media Smart", Seif Eddine Salhi.

Pour le même responsable, BUILTEC 2022 devra constituer une plateforme de rencontres et d'échange d'expériences et de connaissances entre les professionnels du secteur en vue de la conclusion de

partenariats ou autres contrats commerciaux au service du développement urbanistique et sociétal", a-t-il dit. L'urbanisme intelligent ne constitue plus un "luxe" selon la même source qui a indiqué que l'Algérie doit absolument s'inscrire dans cette vision et investir dans les compétences existantes pour faire ancrer ce réflexe dans les gestes de construction, d'aménagement et d'équipement.

Placé sous le slogan "La technologie au service de la construction", le Salon national "Builtec 2022", a été mis à profit pour présenter les aspects liés à l'utilisation de la technologie et la numérisation dans la construction et la préservation du patrimoine national, la conception de villes modernes et l'architecture des maisons intelligentes.

Des solutions intelligentes utilisées dans le domaine des matériaux de construction ont été aussi présentées dans le cadre de cette manifestation comme l'acier galvanisé offrant une haute résistance à l'abrasion et à l'érosion en milieu humide.

Cette technique la "galvanisation" est un procédé de fabrication dans lequel un revêtement de zinc est appliqué sur l'acier ou le fer pour offrir une protection et empêcher la rouille, a-t-on expliqué au cours de cette manifestation qui verra l'organisation de débats et de rencontres entre professionnels.

USA - TONGA SpaceX offre terminaux 50 satellites aux îles Tonga pour les reconnecter au monde

SpaceX, l'entreprise astronautique américaine fondée par le milliardaire Elon Musk, a fait don de 50 terminaux satellites aux îles Tonga pour les aider à se reconnecter au monde après l'éruption d'un volcan mi-janvier, a annoncé vendredi l'archipel du Pacifique sud.

SpaceX fournit 50 terminaux à très petite ouverture (VSAT) «et nous examinons comment nous pouvons les utiliser au mieux», a déclaré le Premier ministre tongien Siasoi Sovaleni.

Le petit royaume, à la capacité internet réduite, étudie également des offres visant à augmenter sa bande passante, «c'est quelque



chose que nous sommes en train de tester en ce moment même», a précisé le dirigeant.

Du personnel technique de SpaceX et du gouvernement tongien est en train d'installer l'équipement afin qu'il soit opérationnel dès la semaine prochaine.

La puissante éruption du volcan Hunga Tonga-Hunga

Ha'apai le 15 janvier avait généré un tsunami et occasionné la rupture d'un câble de 8,40 kilomètres reliant Tonga à Fidji.

M. Sovaleni a déclaré qu'il s'attendait à ce que les réparations temporaires sur ce câble soient terminées au début de la semaine prochaine.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville

Direction des Equipements Publics de la Wilaya d'Ain Témouchent

Concours d'Architecture Restreint N°10/DEP/A.T/2022
NIF : 000146019005648

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Ain Témouchent lance un Concours d'architecture restreint relatif à :

L'étude et suivi pour la réalisation d'un collège B6/200R en remplacement du collège « BOUSHABA » à Ain Larbaa.

Les bureaux d'études agréés, intéressés par le présent concours, sont tenus de retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Ain Témouchent (sise à Hâi Zeitoun), TEL : 043-77-91-44.

Dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature, selon modèle ci-joint, renseignée en totalité, datée et signée,
- La déclaration de probité, selon modèle ci-joint, renseignée en totalité, datée et signée,
- Copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (EURL, SARL, SNC ou SPA).
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le bureau d'étude.
- Extrait de rôle moins de 03 mois. (copie)
- Casier judiciaire moins de 03 mois. (copie)
- Numéro d'immatriculation fiscale (NIF). (copie)
- Solvabilité bancaire valide. (copie)
- Tout document permettant de justifier les capacités des soumissionnaires :

1: Capacité professionnelle :

- Pour les architectes agréés, justifier :
 - Attestation d'agrément pour l'exercice de la profession d'architecte en cours de validité.
 - Et d'un protocole d'accord signé par les parties en cas de groupement et/ou statut en cas de société (SCP).

Un protocole d'accord notarié sera exigé à l'attributaire du marché.

- Pour les bureaux d'études publics, justifiant sa création comme BET, Et du registre de commerce.

2: Capacités financières

Ayant une sommation d'un montant de chiffre d'affaire réalisé pendant les trois dernières années \geq 2.000.000,00 DA.

Justifié par les bilans financiers des trois dernières années, visé par les services des impôts compétents ou certificat d'existence (C20).

3: Capacités techniques

A- Références professionnelles

- Doivent être justifiées par des attestations de bonnes exécutions, ou d'exécution délivrées par les maîtres de l'ouvrage publics.

Un Projet classé en catégorie « 8 ou plus ».

B- Moyens Humains (équipe permanente) : disposant de moyens humains suivants

1-Chef de projet : Architecte, Ingénieur d'état ou master en génie civil

2-Technicien supérieur ou licencié dans les domaines du bâtiment : technicien supérieur, DEUA ou licencié dans le domaine du bâtiment

Les moyens humains doivent être justifiés par des copies des diplômes, et attestation d'affiliation à la CNAS et la mise à jour CNAS en cours de validité le jour d'ouverture des plis, ou contrat d'insertion des diplômés (CID), contrat de travail Aïd (CTA) en cours de validité appuyé par l'attestation d'affiliation à la CNAS en cours de validité le jour de l'ouverture des plis appuyé par la mise à jour CNAS en cours de validité. Le nombre d'année d'expérience doit être justifié par un relevé de carrière délivré par les services de la CNAS ou une attestation d'affiliation à la CNAS de la période (année) considérée.

Pour le cas du gérant ou propriétaire du BET la justification sera appuyée par la déclaration. CASNOS valide des années considérées.

NB : l'échéancier de la mise à jour CNAS sera toléré avec attestation valable le jour de l'ouverture.

C- Moyens Matériels :

- **Matériel roulant :**
 - (01) Véhicule tout type, justifié par la carte grise et assurance en cours de validité le jour de l'ouverture des plis.
- **Matériel non roulant :**
 - Appareil topographique
 - Table traçante
 - o Justifier par factures d'achat pour le matériel non roulant, au nom du gérant du bureau d'étude.
- ✓ Seuls les 05 premiers candidats ayant satisfait les conditions sus cités et ayant obtenus la note supérieure ou égale à 15 Pts sur la notation de leurs moyens humains et matériels seront présélectionnés pour la 2eme phase.

L'offre relative au dossier de candidature doit être cachetée dans une enveloppe intérieure (sur laquelle est écrit offre de candidature), et dans une enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant d'une façon apparente l'inscription suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Concours d'architecture restreint N°10/DEP/AT/2022.

Projet : L'étude et suivi pour la réalisation d'un collège B6/200R en remplacement du collège « BOUSHABA » à Ain Larbaa.

Les offres doivent être adressées à Monsieur le directeur des équipements publics de la wilaya d'Ain Témouchent et doivent être déposées au secrétariat de la direction.

La date de dépôt du dossier de candidature est fixée à 12h00 le dixième (10^{ème}) jour à compter de la date de la première parution au BOMOP et aux quotidiens nationaux.

La date de dépôt des prestations, de l'offre technique et de l'offre financière est fixée à 12h00 le vingt-cinquième (25^{ème}) jour à compter de la date de la première parution des résultats de l'évaluation des offres de candidature au BOMOP et aux quotidiens nationaux.

Toutefois, la direction des équipements publics à tout le droit de proroger le délai de dépôt des offres.

Tout pli portant une quelconque mention pouvant l'identifier sera rejeté.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de 125 jours, à compter de la date de la première parution de cet avis aux quotidiens nationaux et le BOMOP.

L'ouverture des plis pour les dossiers de candidature est publique, elle s'effectuera au siège de la D.E.P. Ain Témouchent, le jour de la date limite de dépôt des offres à 14:00 heures.

NB : Le présent avis tient lieu d'invitation aux candidats désirant assister à la séance d'ouverture des plis des dossiers de candidature.

DK NEWS

Alep : 2216003170 du 21/02/2022

10^È SEMI-MARATHON DES OASIS À OUARGLA Benkardaâ Youcef de l'équipe nationale militaire remporte la course

L'athlète Youcef Benkardaâ de l'équipe nationale militaire a remporté le 10^È semi-marathon national des Oasis organisé samedi à Ouargla, suivi respectivement de Noureddine Athamna (Khenchela) et Abdallah Bouchareb (Alger).

Chez les dames, Halima Boughazi (Alger) est montée sur la plus haute marche du podium, devant Houada Bouras (T'ipaza), alors que la 3^È place de cette épreuve, est revenue à Nabila Adjouadi (Bejaïa).

Sous un ciel nuageux et une température modérée, la compétition s'est déroulée sur un parcours d'une vingtaine de kilomètres, au départ de la commune de Sidi Khouiled, en passant par celle de Ain El-Beida, pour arriver à la placette de "27 février 1962", jouxtant le siège de la commune d'Ouargla, avec une participation de 607 coureurs, des deux sexes, a déclaré à l'APS le président



de la ligue locale de la discipline, en marge de la cérémonie de remise des prix et médailles aux vainqueurs. Représentant plusieurs

clubs issus de 51 wilayas du pays, les participants sont répartis en différentes catégories d'âge (18-39, 40-49, 50-59 et plus de 60 ans), a ajouté Yahia Makh-

loufi. Des moyens humains et logistiques ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement et la réussite de ce rendez-vous sportif organisé conjointement par la Ligue d'athlétisme de la wilaya et la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Ouargla, selon le même le responsable. Des participants approchés par l'APS ont souligné l'importance d'organiser de telles compétitions qui constituent, ont-ils estimé, "un véritable cadre de rencontre et d'échange entre les athlètes ainsi qu'une opportunité pour la préparation des prochaines épreuves nationales et internationales".

JM ORAN-2022/CHAMP DE TIR

Deuxième infrastructure de la discipline en Afrique aux normes internationales

Le champ de tir aux armes sportives à Bir El Djir (Est d'Oran), dont les travaux de mise à niveau sont sur le point d'être achevés, sera le deuxième en Afrique, après celui d'Égypte, à devenir apte pour accueillir des compétitions internationales de haut niveau, a indiqué le directeur local de la jeunesse et des sports.

«Une fois la réhabilitation de ce site achevée, l'Algérie aura à s'offrir d'un équipement spécialisé aux critères internationaux. Seule l'Égypte dispose d'une infrastructure de ce genre en Afrique», s'est réjoui Yacine Siefi dans une déclaration à l'APS.

Les travaux, lancés dans le cadre des préparatifs de la capitale de l'Ouest du pays pour accueillir la 19^e édition des Jeux méditerranéens, prévue du 25 juin au 5 juillet 2022, concernent

pas moins de six lots, à savoir le stand air comprimé, fosse de tir et mur de clôture, club house, tribune et stand de tir à l'arc, VRD, aménagement extérieur, poste transformateur et groupe électrogène, a-t-il détaillé.

Le site, qui a fait en fin de semaine l'objet d'une visite du ministre de la Jeunesse et des sports, Abde rrezak Sebagg, sera livré en mars prochain.

Il devra accueillir, dans les semaines à venir, une compétition internationale dans le cadre des épreuves expérimentales (tests événements) en prévision des JM, a annoncé le même responsable. Le champ de tir aux armes sportives fait partie d'une quinzaine de sites sportifs ayant bénéficié d'une vaste opération d'aménagement et de mise à niveau à Oran en prévision du rendez-vous médi-

terranean. Il s'agit, entre autres, du Palais des sports «Hamou Boutlélis» et de la piscine olympique à hai Medina Djida, du centre équestre «Antar Ibn Cheddad» à Es-Sénia et du complexe de tennis à hai «Es-Salem» (Oran). La wilaya d'Oran sera également dotée de nouvelles infrastructures, dont le complexe sportif de la localité de Belgaid (Bir El Djir), qui renferme un stade de football de 40.000 places, un autre d'athlétisme, une salle omnisports de 6.000 places et un centre nautique de trois piscines. En plus, un village méditerranéen d'une capacité d'accueil de plus de 4.000 sportifs, doté de toutes les commodités et qui est achevé à 100%, en attendant de lancer l'opération d'équipement de ses différentes unités, rappelle-t-on.

HAND - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE FÉMININ U20 (GR. B - 1^{ÈRE})

Défaite de l'Algérie face à la Guinée (21-36)

La sélection féminine algérienne de handball des moins de 20 ans (U20) s'est inclinée face à son homologue guinéenne sur le score de 21 à 36, (mi-temps : 8-18), en match comptant pour la 1^È journée du groupe B du Championnat d'Afrique des nations de la catégorie, disputé samedi à Conakry. Dans l'autre match du groupe B, disputé plus tôt ce samedi, la Tunisie a battu le Nigeria 42 à 40. Pour leur deuxième sortie, prévue dimanche, les joueuses de Djamilia Naili Daouda défieront Tunisie, avant de boucler la phase de poule, mardi, face au Nigeria. Dans le groupe A, l'Angola s'est imposée devant le Burkina Faso (42-16), alors que l'Égypte a dominé la Zambie (47-18). Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les demi-finales prévues le 24 février, alors que la finale aura lieu le 26 février. Le Championnat d'Afrique des nations U20 est qualificative pour le Championnat du monde de la catégorie prévu en juin 2022.

ATHLÉTISME - SAUT EN HAUTEUR

Hicham Bouhanoun qualifié pour les Championnats d'Afrique 2022

Le sauteur algérien Hicham Bouhanoun s'est qualifié samedi pour les prochains Championnats d'Afrique d'athlétisme, prévus du 8 au 12 juin 2022 à Saint-Pierre (Ile Maurice). Le jeune international algérien a en effet réalisé les minima nécessaires pour disputer cette épreuve continentale, en franchissant une barre à 2,18 mètres, lors d'une compétition nationale, abritée par le SATO du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Cette performance est considérée également comme un minima de participation aux prochains Jeux méditerranéens, prévus cet été à Oran, et dont les épreuves d'athlétisme auront lieu entre le 1er et le 4 juillet.

CANOË (AFRIQUE)

Belabed élu représentant des athlètes au sein de la Confédération africaine

L'ancien athlète algérien Noufel Belabed a été élu samedi en tant que membre représentant des athlètes au sein de la Confédération Africaine de Canoë pour le mandat 2022-2026. Membre du Bureau de la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak (FA-SACK), Belabed a été élu samedi, pendant l'Assemblée générale électorale de la CAC. L'Algérie avait pris part également au congrès ordinaire de la Fédération internationale de canoë (ICF), qui s'est tenu dernièrement à Rome (Italie). Un congrès ponctué par une Assemblée générale électorale, ayant vu l'Allemand Thomas Konietzko s'imposer comme nouveau président de l'ICF, après avoir récolté plus de 90% des voix prononcées pendant le suffrage. L'Allemand était en compétition avec le Russe Evgeny Arkhipov, qu'il a finalement largement battu, succédant ainsi l'Espagnol José Perurena, aux commandes de l'instance depuis 2008.

CROSS-COUNTRY - 7^È ÉDITION DU CHALLENGE NATIONAL «CONSTANTINE»

Victoire d'Issam Zeghdane et Abir Reffas

La 7^e édition du Challenge National de cross-country «Constantine» a été remportée par Issam Zeghdane chez les messieurs, et Abir Reffas chez les dames. Le podium masculin a été complété par Saber Abed (2^e) et Oussama Bekirat (3^e), alors que chez les dames, c'est Mekki Ismahane qui a pris la deuxième place, devant Nawel Abbès. Outre le cross long, il y a eu une épreuve de cross court (4000 mètres), disputée uniquement par les seniors (messieurs). La victoire est finalement revenue à El Habib Zaïd, devant li Kadri (2^e) et Derridjane Aïssa (3^e). La compétition, ouverte à toutes les catégories, a été disputée dans la forêt de Baâraouia, relevant de la commune du Khroub. Elle a été marquée par la participation d'un total de 850 crossmen, relevant de 19 Ligues de wilayas. Parmi eux 144 seniors (120 messieurs et 22 dames), 72 juniors (51 messieurs et 21 dames), ainsi que 150 cadets (109 garçons et 41 filles).

AG ORDINAIRE DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE CYCLISME

Adoption à l'unanimité des bilans

Les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), réunis samedi à Alger en session ordinaire (AGO), ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2021 ainsi que le plan d'action de la saison 2022. L'AGO ordinaire a vu la présence de 18 ligues sur les 24 affiliées à la FAC, les sept meilleurs clubs sur les 10 ainsi que cinq membres représentant le bureau fédéral, sous la supervision d'une représentante du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). L'ordre du jour de cet AGO a porté sur la présentation et l'examen des bilans moral et financier de l'exercice 2021 ainsi que le plan d'action de la saison 2022.

JUDO - CHAMPIONNAT NATIONAL INDIVIDUEL (SENIORS)

L'édition 2022 du 24 au 26 février à Oran

Le championnat national individuel seniors (messieurs et dames) de judo se déroulera du 24 au 26 février courant, au Palais des Sports d'Oran, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Quatorze catégories de poids

sont concernées par cette compétition, à savoir : -48 kg, -52 kg, -57 kg, -63 kg, -70 kg, -78 kg et +78 kg chez les dames, ainsi que celles des -60 kg, -66 kg, -73 kg, -81 kg, -90 kg, -100 kg et +100 kg chez les messieurs. Selon les organisateurs, «la compétition se déroulera sui-

vant un système par élimination, avec des combats de quatre minutes, et des repêchages à partir des quarts de finale».

Par ailleurs, et toujours selon la FAJ, «le Championnat National de Kata se déroulera les 22-23 avril prochain à Ghardaïa», où il sera

jumelé avec le Championnat National +par équipes/mixte+. Les deux compétitions auront donc lieu en plein mois de Ramadhan, mais selon les organisateurs, le jeûne ne devrait pas affecter le rendement des athlètes outre mesure.

BADMINTON - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE (PAR ÉQUIPES / MESSIEURS)

L'Algérie sacrée pour la troisième fois consécutive

La sélection algérienne de badminton «messieurs» a été sacrée championne d'Afrique par équipes pour la troisième fois consécutive, en s'imposant devant son homologue égyptienne sur le score de 3 à 0, jeudi soir à Kampala (Ouganda). A la faveur de ce nouveau sacre continental, l'équipe masculine algérienne

composée de Youcef Sabri Meddal, Mohamed Abderrahim Belarbi et Adel Hamek, a décroché sa qualification au Mondial de la discipline, prévu du 8 au 15 mai en Thaïlande. Chez les dames, le titre africain est revenu à l'Égypte qui a battu en finale l'Ouganda sur le score de 3 à 1. Les Championnats d'Afrique de badmin-

ton se poursuivent jusqu'au 20 février, avec le début ce vendredi de épreuves individuelles. La compétition africaine sera suivie d'un tournoi international en Ouganda du 24 au 27 février prochain, auquel participera l'Algérie avec l'objectif de faire bonne figure face à des concurrents de haut niveau.



COMPÉTITIONS AFRICAINES INTERCLUBS

La CAF menace de suspendre les clubs gabonais de l'édition 2022-2023

La Confédération africaine de football (CAF) a décidé de suspendre automatiquement les clubs gabonais de l'édition 2022-2023 de ses compétitions interclubs: Ligue des champions et Coupe de la Confédération, dans le cas où le championnat local, à l'arrêt depuis mars 2020, ne reprend pas dans les plus brefs délais, rapporte dimanche la presse locale.

L'instance continentale affirme que le championnat national demeure le seul et unique moyen pour les clubs gabonais afin d'accéder aux prestigieuses coupes continentales interclubs et ce, comme le stipule l'article IV alinéa 7 du règlement des compétitions de la CAF.

"Si pour une raison quelconque, la ligue nationale d'une fédération a été arrêtée plus d'une année, la fédération en question ne pourra plus engager aucun club à la Ligue des champions et à la Coupe de la Confédération", a écrit la CAF.

Selon les dispositions de cet article, les clubs Gabonais seront ainsi d'emblée disqualifiés de toutes les compétitions continentales en 2022-2023.

Lors des deux précédentes éditions de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération, les dirigeants gabonais ont trouvé le parade en désignant Bouenguidi Sports et Mangasport, comme étant les deux représentants gabonais sur la scène africaine en 2020 et 2021.

Toutefois, la CAF a désormais décidé de remédier à ces "designations aléatoires" des participants et, de privilégier la logique sportive d'une qualification obtenue sur le terrain.

LIGUE 2 AMATEUR (USM EL-HARRACH)

Benchouia nouvel entraîneur

Le technicien Mohamed Benchouia est devenu le nouvel entraîneur de l'USM El-Harrach, en remplacement de Kamel Bouhella, limogé, a appris l'APS dimanche auprès du pensionnaire de la Ligue 2 amateur de football.

Benchouia a assisté, à partir des tribunes, samedi au match de sa nouvelle formation, vainqueur à domicile dans le derby face au RC Kouba (1-0), comptant pour la 18e journée (Gr. Centre-Ouest).

Un succès précieux qui a permis à "Essefra" de respirer et de se hisser à la 12e place au classement avec 21 points, soit à cinq longueurs d'avance sur le troisième relégable le CRB Ain Ouessara. Benchouia (57 ans), passé notamment par l'ASO Chlef et l'USM Annaba, aura l'objectif de sauver l'USMH de la relégation.

Il fera ses grands débuts dès le prochain match du club banlieusard, en déplacement face au MC Saïda, dans le cadre de la 19e journée du championnat. Pour rappel, Kamel Bouhella a été démis de ses fonctions, à l'issue du match nul concédé face à l'ASM Oran (1-1) le 5 février, pour le compte de la 16e journée.

APS

LIGUE DES CHAMPIONS (2E J)

Le CRB et l'ESS ratent le coche

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football: le CR Belouizdad et l'ES Sétif, ont raté l'occasion de confirmer leur bon début en phase de poules, en marquant le pas à domicile, à l'occasion de la 2e journée disputée vendredi et samedi.



Ayant réussi à tenir en échec les Tunisiens de l'ES Sahel à Tunis (0-0) lors de la journée inaugurale, le CRB, versé dans le groupe C, s'est contenté du point du match nul samedi soir au stade du 5-juillet face à l'autre formation tunisienne de l'ES Tunis (1-1).

Après avoir réussi à ouvrir le score dès le quart d'heure de jeu par l'entremise de la

nouvelle recrue hivernale Karim Aribi sur penalty, le Chabab a reculé d'un cran pour permettre aux "Sang et Or" de croire en leurs possibilités de revenir dans le match.

Impuissant sur le plan offensif, en dépit des changements opérés en seconde période par l'entraîneur brésilien Marcos Paqueta, le CRB a concédé l'égalisation en fin de match (82e).

Avec 2 points au compteur, le club algérois devra impérativement réagir lors de la 3e journée, prévue les 25 et 26, en déplacement face aux Botswanais de Jwaneng Galaxy, dans l'objectif de se lancer dans la course à la qualification aux quarts de finale.

Dans le groupe B, l'ES Sétif a été piégée vendredi au stade du 5-juillet, en concédant la défaite devant les Marocains

du Raja Casablanca (0-1), alors qu'elle restait sur une belle victoire à Conakry face aux Guinéens de Horoya AC (1-0), lors de la ire journée.

L'Entente, dos au mur, devra puiser dans ses ressources pour relever la tête, et essayer d'aller chercher la qualification pour le prochain tour de l'épreuve, en dépit de la crise interne dans laquelle se trouve désormais le club phare des hauts plateaux.

En effet, le directeur général sportif Fahd Halfaya n'a pas hésité à accuser certains joueurs de faire du chantage à la veille de cette rencontre face au Raja, poussant le club à convoquer Akram Djahnit et Amine Benbelaid devant le conseil de discipline, alors d'autres éléments ont reçu un dernier avertissement.

Les joueurs de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki effectueront un déplacement périlleux en Afrique du Sud pour défier la formation d'AmaZulu FC, qui s'est rachetée en battant à la maison Horoya AC (1-0), une semaine après sa défaite à Casablanca devant le Raja (1-0).

La FAF dément toute levée d'interdiction de recrutement

La Fédération algérienne de football (FAF) a démenti "formellement" l'information relayée par certains médias relative à la levée de l'interdiction de recrutement pour les clubs endettés à hauteur de 80 millions de dinars et moins, indique samedi un communiqué de l'ins-

stance fédérale. "Le Bureau fédéral n'a pris aucune décision concernant cette mesure et la chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) continuera à appliquer la réglementation en vigueur dans ce sens.", précise la même source.

A l'occasion de la deuxième période

des transferts de la saison qui a été lancée le 26 janvier, plusieurs se trouvent dans une situation d'interdiction de recrutement à cause des dettes envers d'anciens joueurs ayant eu gain de cause auprès de la chambre nationale de règlement des litiges.

JS KABYLIE

"les primes de participation à la Coupe de la CAF ont été versées en intégralité"

La Fédération algérienne de football (FAF) a affirmé que les primes liées à la participation de la JS Kabylie (Ligue 1 de football) à la Coupe de la Confédération africaine (2020-2021) "ont été versées en intégralité sur le compte de la SSPA", indique samedi un communiqué de l'instance fédérale.

"La Fédération algérienne de football (FAF) tient à informer l'opinion publique nationale et sportive — les supporters de la JS Kabylie en particulier — que les primes liées à la participation du club

à la Coupe de la Confédération africaine 2020-2021 ont été versées en intégralité sur le compte de la SSPA JS Kabylie en date du 17 février 2022, soit au lendemain de l'audience accordée par le président de la FAF, Charaf-Eddine Amara aux responsables du club.", lit-on sur le communiqué de la FAF.

Avant d'ajouter: "Le virement, conformément aux modalités convenues et acceptées par la direction de la JS Kabylie, a été effectué en monnaie nationale et au taux de change bancaire en vigueur

au jour du virement déduction faite du montant totale à régler.". "Conscient de la nécessité de contribuer à atténuer des difficultés financières que traverse le club, la Fédération algérienne de football a, par ailleurs, décidé de reporter l'exigence du règlement d'une dette d'un montant de 40 millions DA, détenue auprès du club et accordée comme avance pour faire face aux besoins financiers lors de la même campagne de la Coupe de la CAF", précise la FAF qui souligne que cette "dette sera retenue sur des

entrées futures de la JSK". Enfin, le président de la FAF a tenu à préciser que "la JS Kabylie est l'un des plus glorieux clubs d'Algérie qui respire l'esprit national.

Un club qui a hissé tout haut le drapeau de l'Algérie à travers les stades du Continent et nous nous faisons un devoir et un engagement d'y être à ses côtés à chaque fois que la situation l'exige.

La Fédération est la maison de la JSK et de toutes les équipes algériennes et ses portes resteront ouvertes à tous.."

LIGUE 2 AMATEUR (USM EL-HARRACH)

Benchouia nouvel entraîneur

Le technicien Mohamed Benchouia est devenu le nouvel entraîneur de l'USM El-Harrach, en remplacement de Kamel Bouhella, limogé, a appris l'APS dimanche auprès du pensionnaire de la Ligue 2 amateur de football.

Benchouia a assisté, à partir des tribunes, samedi au match de sa nouvelle formation, vainqueur à domicile dans le derby face au RC Kouba (1-0), comptant pour la 18e journée (Gr. Centre-Ouest).

Un succès précieux qui a permis à "Essefra" de respirer et de se hisser à la 12e place au classement avec 21 points,

soit à cinq longueurs d'avance sur le troisième relégable le CRB Ain Ouessara. Benchouia (57 ans), passé notamment par l'ASO Chlef et l'USM Annaba, aura l'objectif de sauver l'USMH de la relégation. Il fera ses grands débuts dès le prochain match du club banlieusard, en déplacement face au MC Saïda, dans le cadre de la 19e journée du championnat.

Pour rappel, Kamel Bouhella a été démis de ses fonctions, à l'issue du match nul concédé face à l'ASM Oran (1-1) le 5 février, pour le compte de la 16e journée.



LIGUE 2 ALGÉRIENNE (18E J) La JS Bordj Ménaïl maintient le cap, le RC Kouba marque le pas

La JS Bordj Ménaïl, leader du groupe Centre-Est de la Ligue 2 de football, a décroché une nouvelle victoire à l'occasion de la 18e journée disputée samedi, en s'imposant devant l'US Chaouïa (2-0), alors que le RC Kouba en tête du groupe Centre-Ouest, s'est incliné dans le derby algérois face à l'USM El Harrach (1-0). A la faveur de ce nouveau succès, la JS Bordj Ménaïl (1ere - 40 pts) a maintenu son avance sur son poursuivant direct l'USM Khenchela (2e - 37 pts), large vainqueur devant la lanterne rouge l'IB Lakhadaria (3-0).

De son côté, l'USM Annaba sanctionnée par la commission de discipline de la Ligue nationale de football amateur (LNFA) qui lui a défalqué un point suite aux réserves du CA Batna, a remporté le derby face au HAMR Annaba (1-0) et reste sur la 3e place du podium avec 35 points. Dans le derby de la Soummam, le MO Béjaïa a battu JSM Béjaïa (2-1) et rejoint l'AS Ain M'illa, battue par l'IRB Ouargla (2-0), à la 8e place du classement avec 24 points, alors que JSMB (13e) est premier reléguable avec 16 points.

Cette 18e journée a, également, été marquée par les victoires surprises de la JSM Skikda (7e - 25 pts) et du MO Constantine (12e - 21 pts), respectivement, devant le CA Batna (5e - 30 pts) et le NRB Telegghma (4e - 31 pts). Dans le bas du classement, le CA Bordj Bou Arreridj a battu le MC El Eulma (1-0), mais reste scotché à la 15e place derrière son adversaire du jour.

Dans le groupe Centre-Ouest, les poursuivants du RC Kouba (1er - 39 pts), le CR Témouchent et le MC El Bayadh, deuxièmes ex aequo avec 37 points, n'ont pas profité de la défaite du "Raed", en faisant match nul, respectivement, devant le MCB Oued Sly (0-0) et le GS Mascara (1-1). Après 3 journées de la phase retour, le RCK version Abdelhakim Boufenara marque le pas en n'obtenant que quatre points sur neuf possibles, et voit ses poursuivants directs revenir à deux longueurs avant de recevoir le GS Mascara (4e - 28 pts) lors de la prochaine journée. Dans le milieu de tableau, l'ES Ben Aknoun a battu la JSM Tiaret (1-0) et remonte à la 7e place, alors que la JSMT glisse au 8e rang, soit un point de plus que le WA Boufarik, vainqueur devant l'USMM Hadjout (3-2).

Dans le duel des mal classés, le SKAF El Khemis a dominé le SC Ain Defla (2-0), mais reste dans la zone de relégation en compagnie du CRB Ain Oues-sara, l'USM Bel-Abbès et le SC Ain Defla, bon dernier avec 7 points. La 19e journée de la Ligue 2 de football se jouera le samedi 26 février, selon le programme publié par la LNFA.

APS

LIGUE 1 Guedioura débarque à Oran en vue de signer au MCO

L'international algérien, Adlène Guedioura, a rallié samedi Oran en vue de s'engager avec le MCO à l'occasion du mercato hivernal, a appris l'APS de ce club de Ligue 1 de football.

Le milieu de terrain des Verts devra parapher un contrat de 18 mois "dans les prochaines heures", si les deux parties parviennent à conclure les pourparlers engagés il y a de cela quelques jours lorsque le président du Mouloudia, Youcef Djebbari, se trouvait en France, ajoutait-on de même source.

Guedioura (35 ans) est sans club depuis la résiliation de son contrat avec la formation anglaise de Sheffield Wednesday (Championship), il y a quelques semaines.

Il avait rejoint cette équipe durant le mercato estival en provenance d'Al-Gharafa FC (Qatar) dans un transfert libre. Par ailleurs, la direction du club oranais a démenti le départ de son nouvel entraîneur, Abdelkader Amrani, soulignant que ce dernier était rentré vendredi chez lui à Tlemcen pour des raisons personnelles.

Elle a, en outre, précisé que le coach a réintégré samedi, son groupe, actuelle-



ment en stage à Mostaganem qui sera clôturé dimanche. Les "Hamraoua" ont te rminé

la phase aller du championnat à la 12e place avec 18 points, devançant de quatre

unités le 15e et premier pontentiel reléguable, le NA Hussein Dey.

LIGUE 1 Le MC Oran demande une dérogation de la FAF pour Guedioura

La direction du MC Oran a demandé une "dérogation spéciale" de la part de la Fédération algérienne de football (FAF) au profit du milieu de terrain international, Adlène Guedioura, pour le qualifier dans ses rangs, quelques jours avant la clôture du mercato d'hiver, a-t-on appris dimanche de la direction du club de Ligue 1. Le MCO, étant interdit de recrutement, n'a pratiquement aucune

chance pour lever cette sanction cet hiver en raison de ses dettes très élevées, estimées à un peu plus de 200 millions de dinars.

Face à cette situation, le président du club, Youcef Djebbari, qui a pratiquement tout conclu avec Guedioura lors de son récent séjour en France, espère bénéficier d'une dérogation spéciale pour le joueur de 35 ans, afin de lui permettre de renouer avec la

compétition "pour éventuellement servir la sélection nationale", a précisé la même source.

Guedioura a rallié samedi Oran. Il est sans club depuis la résiliation de son contrat avec la formation anglaise de Sheffield Wednesday (Championship), il y a quelques semaines. Il avait rejoint cette équipe durant le mercato estival en provenance d'Al-Gharafa FC (Qatar) dans un transfert libre.

LIGUE 1 - ES SÉTIF Akram Djahnit et Amine Benbelaid devant le conseil de discipline

Le conseil d'administration du club ES Sétif (ligue 1 professionnelle de football) a décidé de présenter le duo milieu de terrain Akram Djahnit et Amine Benbelaid devant le conseil de discipline pour des raisons "disciplinaires", a fait savoir samedi le club sur sa page officielle Facebook.

Le communiqué a précisé que "les deux joueurs se présenteront devant le conseil de discipline du club après le retour d'Afrique du Sud", où le club affrontera AmaZulu FC au titre de la 3ème journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Le second capitaine de l'ESS, Akram Djahnit et le milieu de terrain Amine Benbelaid s'entraîneront avec l'équipe B jusqu'à leur comparution devant le conseil de discipline à une date qui sera ultérieurement fixée, a ajouté le communiqué.

Dans le même contexte, la direction du club a infligé



des avertissements à plusieurs joueurs les sommant de se conformer au règlement intérieur du club et aux règles de discipline à l'intérieur du groupe.

Le communiqué a indiqué que l'administration de l'Entente "s'est engagée à régler les primes de matchs conformément à l'accord conclu avec les joueurs afin de mettre

les joueurs dans de bonnes conditions en vue des différentes échéances nationale et continentale".

La raison du renvoi devant le conseil de discipline de Djahnit pourrait être très probablement sa contestation de la décision de l'entraîneur Nabil El Kouki de le remplacer à 30 minutes de la fin du match perdu (1-0) vendredi

soir au stade 5 juillet face au club marocain Raja Casablanca pour le compte de la 2ème journée de la Ligue des champions d'Afrique.

Pour Benbelaid, la raison serait sa défection lors du déplacement de l'ESS en Guinée pour le match de la 1ère journée de la même compétition contre le Horoya, AC remporté par l'ESS 1-0.

RIBÉRY SORT BLESSÉ CONTRE L'AC MILAN

Auteur d'un très gros match avec la Salernitana contre l'AC Milan, l'ancien international français Franck Ribéry, visiblement souffrant, est sorti sur blessure samedi. À la 67e minute de la rencontre opposant la Salernitana à l'AC Milan (1-1 à ce moment-là), Franck Ribéry a demandé le changement après un coup reçu sur le mollet droit. Le Français est sorti le visage grimaçant et a été remplacé par Diego Perotti. Arrivé à Salerne cet été, l'ancien international français a déjà été blessé à la cheville et à la cuisse, avant d'être contrôlé positif au Covid-19. Il a manqué un total de sept rencontres en Championnat cette saison.



PAUL POGBA AURAIT FAIT SON CHOIX !

En fin de contrat en juin prochain, Paul Pogba pourrait bien quitter Manchester United cet été. Et malgré l'intérêt du PSG ou du Real Madrid, l'international tricolore aurait une autre idée en tête. Avec son contrat arrivant à son terme en juin prochain, Paul Pogba pourrait bien voir sa deuxième aventure à Manchester United prendre fin cet été. Naturellement, certains cadors européens suivent avec attention l'évolution de la situation de l'international tricolore, dont le PSG. Le club de la capitale cherche à se renforcer en vue de la saison prochaine et le profil de Paul Pogba serait considéré comme une excellente option, notamment en raison de sa situation contractuelle. Néanmoins, le champion du monde 2018 aurait une petite idée de sa prochaine destination pour la suite de sa carrière. Selon les informations du journaliste italien Rudy Galetti, Paul Pogba voudrait retourner à la Juventus, où il a évolué entre 2012 et 2016 et où il s'est fait un nom sur la scène européenne. Les négociations seraient d'ailleurs toujours en cours avec le club turinois. Pour l'instant, les deux parties travailleraient encore sur un accord autour du salaire de Paul Pogba s'il venait à revenir en Serie A. Reste à voir comment évolueront les discussions d'ici cet été. Affaire à suivre.

STERLING BIENTÔT PROLONGÉ ?

Manchester City est sur le point d'entamer les négociations avec l'international anglais Raheem Sterling concernant une prolongation de contrat. Mais les Citizens pourraient décider de vendre l'attaquant de 27 ans s'il ne s'entend pas sur un nouvel accord.

Raheem Sterling et sa prolongation de contrat vont occuper les dirigeants de Manchester City dans les prochaines semaines. Selon des informations du Times, ces derniers envisagent d'entamer les négociations avec leur attaquant dans l'objectif de prolonger son contrat actuel qui court jusqu'en juin 2023. Toutefois, l'attaquant anglais envisage de prendre son temps avant de se décider. En fin de saison dernière, l'envie d'un départ l'a effleuré en raison d'un temps de jeu en diminution. Et ce jusqu'à la mi-octobre avant que l'international anglais ne renaisse de ses cendres pourrait on dire marquant un seul but lors de ses 14 premiers matchs. Redevenu depuis incontournable aux yeux de Pep Guardiola, Raheem Sterling pourrait donc se voir offrir une offre de prolongation XXL selon le Sunday Times. « Sa confiance est plus élevée. La confiance vient du fait qu'il marque des buts, et cela le fait sourire et être de bonne humeur. Vous ne pouvez pas bien jouer lorsque votre humeur est déprimée » a déclaré le coach catalan avant la rencontre face à Tottenham de ce samedi en Premier League (2-3). Le joueur a eu un désaccord avec Guardiola en mars de l'année dernière après s'être plaint d'avoir été mis de côté. Leur relation s'est réparée depuis, mais il y a encore des doutes quant à savoir s'il sera au club au-delà de la fin de la saison. C'est ce à quoi veulent s'employer les dirigeants des Citizens. Car ce ne sera pas Pep Guardiola qui gèrera ce dossier. Mais ces derniers ne vont pas écarter la possibilité d'une vente s'ils sentent que le joueur traîne des pieds pour prolonger au moment où il entrera dangereusement dans sa dernière année de contrat. Le prix à payer pour s'offrir Raheem Sterling sera probablement fixé autour de 80 millions d'euros. Les prochaines semaines seront décisives...

Salah, le geste classe de Mané

Sacré vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations avec le Sénégal, l'ailier Sadio Mané (29 ans, 28 matchs et 10 buts toutes compétitions cette saison) va disputer son premier match à Anfield depuis son retour à Liverpool contre Norwich ce samedi en Premier League. Pour l'occasion, les Reds voulaient lui rendre un hommage avec une célébration de ce titre obtenu avec son pays. Une idée refusée par l'ancien Messin ! Pourquoi ? D'après les informations de Canal +, Mané ne voulait pas remuer le couteau dans la plaie de son coéquipier Mohamed Salah, battu avec l'Egypte par les Lions de la Téranga en finale de cette compétition. Une attention particulièrement classe de la part de l'international sénégalais et un beau signe de respect par rapport à son partenaire chez les Reds.



Azpilicueta vers un départ de Chelsea ?

Libre de tout contrat à l'issue de la saison, César Azpilicueta pourrait quitter Chelsea gratuitement et s'engager avec le FC Barcelone...

Alors qu'il est passé à l'Olympique de Marseille de 2010 à 2012, César Azpilicueta a laissé un bon souvenir sur son couloir droit. Parti jeune à Chelsea, à seulement 23 ans, le latéral espagnol a depuis fait sa place au sein de l'effectif du club londonien. Toutefois, selon les informations du media Times, il serait tenté par un départ de Chelsea et un retour dans son pays natal. Et un grand d'Europe lui ferait les yeux doux... En effet The Times, César Azpilicueta pourrait rentrer au bercail, en Espagne, la saison prochaine. Alors qu'il sera libre de tout contrat en juin prochain, les négociations au sujet d'une possible prolongation seraient au point mort nous apprend le media. Si l'ancien joueur de l'OM souhaiterait entreprendre un nouveau projet sportif, le FC Barcelone ne verrait pas d'un mauvais œil l'arrivée de Azpilicueta, et souhaiterait lui proposer un contrat d'une durée de deux ans. Dans une période très compliquée, les Catalans pourraient compter sur l'arrivée d'un excellent joueur capable d'évoluer comme latéral mais aussi dans l'axe de la défense. César Azpilicueta a disputé 68 matches toutes compétitions confondues sous les couleurs de l'Olympique de Marseille lors de son passage de 2010 à 2012. Il a inscrit deux buts. C'est Didier Deschamps qui était à l'initiative de son arrivée en provenance de son club formateur, Osasuna. Avec l'OM, il remporte deux coupes de la Ligue face à Montpellier et à Lyon et un trophée des champions.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

RÉDACTION ADMINISTRATION

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

Le Président Tebboune s'entretient avec l'Emir de l'Etat du Qatar au cabinet princier à Doha

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu dimanche, à Doha, avec Son Altesse l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, Emir de l'Etat du Qatar, dans le cadre de la visite d'Etat de deux jours qu'il effectue au Qatar.

Le président de la République et la délégation qui l'accompagne ont été accueillis, au cabinet princier, par l'Emir de l'Etat du Qatar. Les deux dirigeants ont écouté les hymnes nationaux des deux pays et passé en revue une formation de la garde princière du Qatar, qui leur a rendu les honneurs. Des entretiens bilatéraux élargis aux ministres et responsables des deux pays ont eu lieu avant que le président de la République et l'Emir du Qatar s'entretiennent en tête à tête. A l'issue de ces entretiens, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a offert un déjeuner en l'honneur du Président Tebboune et de la délégation qui l'accompagne. Le président de la République



était arrivé samedi soir à Doha, pour une visite d'Etat de deux jours. Il a été accueilli, à l'aéroport international de Doha, par l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, et de hauts responsables qatariens. Cette visite «s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations fraternelles

entre les deux peuples frères et de la promotion de la coopération bilatérale, en consécration des relations étroites et séculaires unissant les deux peuples et les dirigeants des deux pays», selon un communiqué de la Présidence de la République.

A l'issue de cette visite d'Etat, le président Tebboune participera au 6ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui se tiendra mardi à Doha.

M. Tebboune est accompagné d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, de la Justice, Garde des sceaux, de l'Energie et des mines, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

Emir du Qatar : "Nous œuvrons avec le Président Tebboune à la promotion de la coopération bilatérale"

L'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a indiqué qu'il œuvrait avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la promotion de la coopération bilatérale à la hauteur des ambitions des deux peuples frères. "Au Qatar, nous sommes fiers de nos relations fraternelles avec nos frères en Algérie. Nous œuvrons avec mon frère, son excellence le Président Abdelmadjid Tebboune, à la promotion de la coopération bilatérale à la hauteur des ambitions des deux peuples frères", a tweeté l'Emir du Qatar, à l'issue de ses entretiens avec le président de la République. L'Emir du Qatar a précisé

avoir examiné avec le Président Tebboune "l'action arabe commune et les moyens de la renforcer et de relever les défis auxquels sont confrontés la région et la nation arabes". Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu dimanche, à Doha, avec l'Emir de l'Etat du Qatar, dans le cadre de la visite d'Etat de deux jours qu'il effectue au Qatar. Le président de la République et la délégation qui l'accompagne ont été accueillis, au cabinet princier, par l'Emir de l'Etat du Qatar. Les deux dirigeants ont écouté les hymnes nationaux des deux pays et passé en

revue une formation de la garde princière du Qatar, qui leur a rendu les honneurs. Des entretiens bilatéraux élargis aux ministres et responsables des deux pays ont eu lieu avant des entretiens en tête-à-tête entre le Président Tebboune et l'Emir du Qatar. A l'issue de ces entretiens, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a offert un déjeuner en l'honneur du Président Tebboune et de la délégation l'accompagnant. Lors de cette visite, plusieurs mémorandums d'entente et accords de coopération ont été signés entre les deux pays dans les secteurs des Affaires étrangères, de la Justice, de la Solidarité et de l'Enseignement supérieur.

Les journaux qataris mettent en avant l'importance de la rencontre entre M. Tebboune et l'Emir de l'Etat du Qatar

Les journaux qataris ont mis dimanche l'accent sur l'importance des discussions prévues dimanche entre le président de la République Abdelmadjid Tebboune et l'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani dans le cadre de la visite d'Etat qu'il a entamé samedi. Les journaux qataris ont unanimement affirmé que la visite du Président Tebboune à Doha ainsi que les entretiens qu'il aura avec l'Emir du Qatar insuffleront «une nouvelle dynamique pour un nouveau partenariat stratégique solide entre les deux pays, non seulement au service des deux peuples frères, mais aussi en faveur de la nation arabe et ses causes».

Dans ce cadre, le quotidien qatari «El-Watan» a indiqué que «l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani tiendra dimanche au niveau du cabinet princier, des discussions avec son frère M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, arrivé samedi dans le cadre d'une visite d'Etat», ajoutant que «l'Emir du Qatar et le Président algérien passeront en

revue les relations bilatérales et les voies et moyens de les renforcer outre les derniers développements sur les scènes régionale et internationale». Le même titre a estimé que les relations algéro-qatariennes étaient «fortes et solides», confortées notamment par les visites mutuelles et le grand souci de les renforcer, ajoutant que «les concertations politiques régulières à tous les niveaux ainsi que les visites mutuelles entre les hauts responsables témoignent de la qualité exceptionnelle des relations liant les deux pays frères».

Pour sa part, le journal qatari «al-sharq» a affirmé que le Sommet Algérie-Qatar qui verra l'examen des relations bilatérales entre les deux pays et les moyens de leur renforcement ainsi que les derniers développements sur les scènes régionale et internationale reflètent «l'attachement des deux pays au renforcement et à la promotion du partenariat et à ouvrir à renforcer les relations à des perspectives plus larges aux intérêts et au service des deux peuples frères».

De son côté, le journal

anglophone «The Peninsula» a indiqué que l'Algérie et le Qatar entretiennent des relations «privilegiées» à tous les niveaux et dans tous les domaines depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1972, relevant que les relations bilatérales reposent sur des facteurs de fraternité arabo-musulmane, mais aussi la vision commune des dirigeants des deux pays dans de nombreuses questions arabes et internationales. Pour ce journal, les relations bilatérales ont connu «un saut qualitatif» dans les différents domaines à la faveur «du respect mutuel, la concertation et la coordination continue sur les questions d'intérêt commun». Les entretiens qui auront lieu lors de cette visite devront contribuer au développement des relations entre Alger et Doha dans différents domaines, a écrit «The Peninsula» évoquant le Sommet arabe prévu en Algérie et le 6e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui se tiendra mardi à Doha. Le journal a expliqué que ces sommets

attendus donnent à la visite du Président Tebboune une importance «exceptionnelle», qui constitue de grandes opportunités pour accroître les concertations et la coordination entre les deux pays, car ils comptent parmi les plus grands producteurs et exportateurs de gaz naturel au monde, et ils jouent également un rôle central dans le cadre de la Ligue Arabe et de la région. Le journal a également salué les accords, les mémorandums d'entente et protocoles signés entre l'Algérie et le Qatar dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'industrie, de l'énergie, de l'investissement, de l'agriculture, du tourisme, de la santé, des sports, des douanes, du transport maritime et de la coopération militaire, outre les secteurs de la culture et des médias. Le journal a conclu son éditorial en soulignant que les visions, positions communes et principes fermes de l'Algérie et du Qatar à l'égard des intérêts bilatéraux et nationaux et envers les questions régionales et internationales visent à promouvoir la paix et la sécurité.

APS

Signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays



L'Algérie et le Qatar ont signé dimanche à Doha plusieurs mémorandums d'entente et accords de coopération dans le cadre de la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, Abdelmadjid Tebboune au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. La cérémonie de signature des accords s'est déroulée au Palais princier Qatari, sous la supervision du Président Tebboune et l'Emir de l'Etat du Qatar.

Le premier accord portant sur l'établissement de concertations politiques et la coordination entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays, a été signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le cheikh Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères du Qatar.

Le deuxième accord qui a trait à la coopération juridique et judiciaire en matière pénale entre les deux gouvernements, a été signé par le ministre de la Justice, garde des Sceaux Abderrachid Tabi, et le procureur général du Qatar, bin Saad Al Nuaimi.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou et la ministre qatarie du Développement social et de la Famille, Mariam Bint Al-Misnad ont procédé à la signature d'un accord dans le domaine du développement social et de la famille.

Dans le domaine de l'enseignement, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Beniziane, et la ministre de l'Education et de l'Enseignement supérieur du

Qatar, Buthaina Bint Ali Jabr Al-Nuaimi, ont procédé à la signature du deuxième programme exécutif en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et technologique en vertu de l'accord de coopération dans les domaines éducatif et scientifique entre les Gouvernements des deux pays pour les années scolaires (2022-2025).

Pour rappel, le Président Tebboune s'est entretenu avec Son Altesse l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, Emir de l'Etat du Qatar, au cabinet princier. Le président de la République et la délégation qui l'accompagne ont été accueillis, au cabinet princier, par l'Emir de l'Etat du Qatar. Les deux dirigeants ont écouté les hymnes nationaux des deux pays et passé en revue une formation de la garde princière du Qatar, qui leur a rendu les honneurs. Des entretiens bilatéraux élargis aux ministres et responsables des deux pays ont eu lieu avant que le président de la République et l'Emir du Qatar s'entretiennent en tête à tête. A l'issue de ces entretiens, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a offert un déjeuner en l'honneur du Président Tebboune et de la délégation qui l'accompagne. Il convient de rappeler que le Président Tebboune est accompagné d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, de la Justice, Garde des sceaux, de l'Energie et des mines, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

Le Président Tebboune reçoit à Doha le Premier ministre qatari

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, dimanche au siège de sa résidence à Doha (Qatar), le Premier ministre et ministre de l'Intérieur qatari, Cheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al-Thani, qui lui a rendu une visite de courtoisie. Cette audience s'inscrit dans le cadre de la visite d'Etat entamée, samedi au Qatar, par le président de la République, à l'invitation de son homologue l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani.

Auparavant, le Président Tebboune s'était entretenu, au cabinet princier, avec l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. Des entretiens bilatéraux élargis aux ministres et responsables des

deux pays ont eu lieu avant que le président de la République et l'Emir du Qatar s'entretiennent en tête à tête. Au terme de ces discussions, plusieurs mémorandums d'entente et accords de coopération ont été signés entre les deux pays.

Le président Tebboune est accompagné d'une délégation ministérielle composée des ministres des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, de la Justice, de l'Energie et des mines, de l'Agriculture et du développement rural, de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville et de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.